Nations Unies

S/PV.7861



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

7861e séance

Jeudi 12 janvier 2017, à 15 heures

New York

Président :	M. Skoog	(Suède)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Moustafa
	États-Unis d’Amérique	Mme Power
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie,	M. Iliichev
	France	M. Delattre
	Italie	M. Cardi
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Tumysh
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Wilson
	Sénégal	M. Ciss
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Bermúdez

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

17-00844 (F)







La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Nigéria à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et Mme Fatima Yerima Askira, membre de l'Initiative en faveur du développement des femmes de l'État de Borno et Coordonnatrice des programmes pour la jeunesse à Search for Common Ground (Nigéria). Mme Askira participe à la présente séance par visioconférence depuis Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne d'abord la parole à M. Zerihoun.

M. Zerihoun (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter au Conseil de sécurité un exposé sur la situation dans la région du bassin du lac Tchad, une région qui continue de souffrir des effets conjugués de l'extrémisme violent et d'une grave crise humanitaire, ainsi que de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits du fait d'éléments terroristes et de mesures de lutte contre le terrorisme. Boko Haram continue de perpétrer des actes de violence contre les civils dans la région du bassin du lac Tchad, avec une fréquence et une intensité variables, au moyen d'enlèvements, d'attentats-suicides, d'engins explosifs improvisés et d'attaques-surprises contre des villes et des villages.

Depuis octobre 2016, Boko Haram fait porter la plupart de ses attaques contre des positions militaires. Il n'est pas clair que les militaires soient la cible visée. Toutefois, la recrudescence des affrontements avec les militaires semble être le résultat d'une réaction aux opérations de lutte contre l'insurrection de la Force multinationale mixte et d'un changement de tactique après la scission, en août dernier, de la direction de Boko Haram entre Aboubakar Shekau et son ancien commandant en second, Abou Musab al-Barnawi. La tendance récente de ces attaques semble cadrer avec l'intention déclarée d'al-Barnawi de moins axer les opérations sur les civils musulmans et davantage sur des cibles militaires, occidentales et chrétiennes.

Malgré les efforts militaires louables de la région contre Boko Haram, notamment la prise de son bastion dans la forêt de Sambisa, au Nigéria, Boko Haram garde les moyens de mener des attaques, comme l'illustrent son attaque du 3 janvier contre un poste de contrôle militaire à Baroua, dans la région de Diffa, au Niger, l'attaque du 7 janvier contre une brigade militaire nigériane dans la ville de Buni Yadi, dans l'État de Yobe, dans le nord-est du Nigéria, et les attentats-suicides multiples du 8 janvier à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, au Nigéria.

Beaucoup trop de temps s'est écoulé depuis le jour fatidique de l'enlèvement des filles de Chibok. La libération de plusieurs de ces filles, en particulier celle de 21 filles le 13 octobre après des négociations facilitées par le Comité international de la Croix-Rouge et le Gouvernement suisse, est encourageante. Selon le Gouvernement nigérian, les négociations pour obtenir la libération des autres filles se poursuivent. Le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Chambas, continue de dialoguer avec les autorités nigérianes et les partenaires internationaux afin de déterminer la meilleure façon d'appuyer les efforts du Gouvernement pour obtenir la libération des personnes enlevées. Au cours de ses consultations, le Représentant spécial, M. Chambas, continue de souligner la nécessité pour la communauté internationale de soutenir le Nigéria pour traiter le problème des enlèvements de masse perpétrés par Boko Haram, ainsi que la question de la réadaptation et de la réinsertion des personnes enlevées et obtenir un meilleur accès humanitaire dans le nord-est du pays.

Le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, fera un exposé au Conseil sur la détérioration de la situation humanitaire dans la région du bassin du lac Tchad et les défis auxquels cette région est confrontée. Les pays de la région du bassin du lac Tchad continuent de faire face à une grave crise humanitaire. L'augmentation persistante du nombre de personnes ayant besoin d'aide met en évidence la gravité de la situation et la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la crise si l'on veut éviter qu'il n'y ait davantage de violences, de déplacements de populations

et de pertes en vie humaines. Les violences en cours ont eu des effets catastrophiques dans la région. Elles ont détruit des vies, du bétail et des vivres, paralysé l'économie locale et sapé le développement économique des pays touchés. L'impact économique de la crise est considérable et est estimé à environ 9 milliards de dollars, rien que dans le nord-est du Nigéria.

Les activités destructrices de Boko Haram ont pris pour cible des zones où la pauvreté et la marginalisation sont profondément enracinées et qui sont caractérisées par des inégalités profondes sur le plan social et en ce qui concerne les revenus, ce qui est dû en partie à l'absence de l'autorité de l'État et à une grave crise financière. Dans le cadre de leur riposte, l'ONU, ainsi que les États concernés et leurs partenaires, devront s'attaquer aux problèmes ayant trait à la violence en cours et aux besoins humanitaires, tout en s'attaquant simultanément aux causes profondes de l'extrémisme violent et de la radicalisation. Seuls des efforts simultanés permettront de réparer les dégâts matériels et sociaux subis par les communautés. D'une manière générale, la riposte à la crise du bassin du lac Tchad doit viser à parvenir à des solutions durables, au relèvement économique et au développement durable. Dans le cadre de cet appui, il faudra également prévoir des mesures pour inverser les effets néfastes des changements climatiques sur les moyens de subsistance des communautés des zones touchées, y compris la régénération du lac Tchad et la préservation de sa microéconomie.

Malgré ces défis, des progrès ont été réalisés s'agissant de répondre aux besoins humanitaires immédiats, ainsi que pour ce qui est de rétablir l'autorité de l'État et des systèmes de gouvernance locale dans les zones qui ont été récupérées. Dans le nord du Nigéria, l'ONU a considérablement augmenté sa présence physique afin de contribuer à apporter des améliorations en ce qui concerne la cohésion sociale, les services sociaux de base, les moyens de subsistance, la réconciliation et l'appui psychosocial aux personnes qui ont regagné leurs foyers et aux déplacés, ainsi que pour ce qui est de la réhabilitation des infrastructures endommagées et du renforcement des capacités des administrations locales. Le plan de reconstruction et de réhabilitation en trois phases des zones touchées du nord-est portant sur une période de cinq ans, présenté par le Gouvernement nigérian le 7 janvier, est une évolution positive et mérite d'être appuyé.

Des violations graves des droits de l'homme et des atteintes aux droits de l'homme ont été commises dans le contexte des attaques de Boko Haram et des opérations de lutte contre le terrorisme. Des femmes et des filles continuent de faire l'objet de violences sexuelles, notamment l'esclavage sexuel et le mariage forcé. Des allégations de violations du droit international humanitaire, notamment la détention des personnes soupçonnées d'être membres de Boko Haram – y compris des enfants – et la détention prolongée des déplacés et des réfugiés par les forces de sécurité à des fins de contrôle, ont été faites à l'encontre des opérations de lutte contre les insurgés, menées par les forces nationales ou par la Force multinationale mixte (FMM). Le Gouvernement nigérian a pris des mesures importantes pour faire face aux cas de violence sexuelle et sexiste contre les femmes et les enfants déplacés dans les camps. Nous exhortons les autorités de tous les pays de la région à renforcer leur riposte face à ces violations et atteintes, notamment en fournissant une assistance aux survivants, en traduisant tous les auteurs de ces crimes en justice et en mettant en place des services de protection ciblés dans les camps et les communautés d'accueil.

Nous avons reçu des informations encourageantes concernant des anciens combattants de Boko Haram au Tchad et au Niger qui se sont rendus. Il s'agit pour la plupart de ressortissants de ces deux pays. Nous encourageons les autorités des pays concernés à examiner leurs programmes de réinsertion et de réintégration en faveur des anciens combattants de Boko Haram et de leurs familles et à permettre à l'ONU et à ses partenaires de mieux appuyer ces programmes.

La promotion et la protection des droits de l'homme des victimes du terrorisme doivent être une priorité dans le cadre des ripostes nationales aux actes terroristes. D'une manière plus générale, les mesures de lutte contre le terrorisme doivent respecter les garanties d'une procédure régulière et le droit à un procès rapide s'agissant des personnes détenues pour des infractions liées à Boko Haram. Les enfants détenus à ce titre doivent être traités comme des victimes et conformément aux normes internationales en matière de justice pour mineurs. Tous les enfants récupérés dans le cadre des opérations militaires doivent être remis aux acteurs de la protection de l'enfance et des procédures opérationnelles standard doivent être élaborées à cet égard. Il va de soi qu'il importe de veiller à ce que les mesures militaires et de sécurité respectent le droit international des droits de l'homme, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés et de prendre toutes les mesures préventives et de précaution qui s'imposent pendant les opérations

pour assurer la protection des populations civiles. Sinon, on risquerait d'alimenter les griefs existants et de perpétuer les conflits. Comme le Secrétaire général l'a souligné, les mesures de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme ne doivent pas être considérées comme des objectifs contradictoires, mais plutôt comme des objectifs complémentaires et qui se renforcent mutuellement.

Pour appuyer les efforts déployés par les États Membres pour lutter contre le terrorisme et veiller à ce que les auteurs d'actes terroristes soient traduits en justice, l'ONU continue de fournir une assistance technique et des formations stratégiques en matière de lutte contre le terrorisme. En outre, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, avec l'appui de l'Union européenne, ont tenu une réunion de haut niveau en décembre 2016 avec les autorités fédérales et locales nigérianes pour examiner les approches en matière de poursuites, de réintégration et de réinsertion pour les personnes associées à Boko Haram. Il est ressorti de ces consultations qu'il fallait élaborer un cadre juridique global pour traiter de la question des personnes associées à Boko Haram, y compris une stratégie en matière de poursuites, et formuler et mettre en œuvre des stratégies de réintégration et de réinsertion fondées sur les droits de l'homme et tenant compte des différences entre les sexes. Des consultations similaires seront proposées au Cameroun, au Tchad et au Niger lors d'une visite du Président du Comité contre le terrorisme prévue pour le début de cette année. Le but de cette visite sera de faciliter l'élaboration de stratégies nationales globales et intégrées pour poursuivre en justice et réinsérer et réintégrer dans la société les personnes associées à Boko Haram et de promouvoir la coopération régionale en matière de droit pénal et d'autres questions connexes.

La Force multinationale mixte mène actuellement des opérations militaires dans la région densément boisée des rives du lac Tchad et de ses nombreuses rivières. Dans le cadre de cette opération, la FMM se heurte à des problèmes bien spécifiques, notamment les difficultés naturelles du terrain, l'absence de moyens aériens – en particulier pour l'évacuation des blessés, l'appui logistique et la subsistance des troupes –, ainsi que l'absence de capacités amphibies, de matériel de détection des engins explosifs improvisés, de matériel de vision nocturne, de moyens de reconnaissance et de matériel de communication sur le terrain à longue portée. La contribution de 50 millions d'euros versée par la Commission de l'Union européenne à la Commission de l'Union africaine à l'appui de la FMM et les fonds fournis par d'autres donateurs bilatéraux doivent être versés en temps voulu à la Commission du bassin du lac Tchad pour que la force régionale puisse relever les défis auxquels elle est confrontée.

Une approche militaire ne permettra pas de venir à bout de Boko Haram. Les pays concernés doivent s'attaquer simultanément aux conséquences humanitaires, ainsi qu'aux causes profondes qui ont conduit à la naissance de ce groupe. Les opérations militaires doivent être suivies de mesures de stabilisation, du rétablissement de l'autorité de l'État et des efforts visant à remédier aux griefs sociaux, économiques et politiques des communautés marginalisées. Les quatre pays de la région du bassin du lac Tchad sont tous touchés par ce fléau qu'est Boko Haram dans la même mesure, dans un contexte de crise financière et de tensions politiques et sociales. Ils ont besoin de l'appui du Conseil de sécurité et de la communauté internationale dans son ensemble pour que leurs efforts visant à rétablir la stabilité et à renforcer la résilience des communautés touchées soient couronnés de succès.

L'ONU demeure engagée et prête à appuyer les efforts régionaux visant à remédier aux conséquences et aux causes profondes de la crise provoquée par Boko Haram. Cependant, l'incapacité manifeste de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à organiser le sommet ministériel conjoint sur Boko Haram prévu de longue date demeure un motif de préoccupation. L'ONU continue d'encourager la région à définir une stratégie commune pour lutter contre les facteurs qui alimentent la crise provoquée par Boko Haram. Le fait que le Conseil de sécurité exhorte à son tour la CEEAC et la CEDEAO à convoquer cette réunion conjointe ferait ressortir l'urgence de la question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Zerihoun de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad. Je tiens en particulier à remercier le Sous-Secrétaire général Zerihoun, d'avoir décrit aussi clairement et minutieusement le contexte, les dynamiques actuelles et les possibilités d'action. Je me félicite

tout particulièrement que mes observations soient complétées par les informations franches venues du terrain que nous donnera Mme Fatima Yerema Askira, de l'Initiative en faveur du développement des femmes de l'État de Borno, qui prendra la parole après moi par visioconférence depuis Maiduguri.

La crise humanitaire dans le nord-est du Nigéria et dans certaines parties du Cameroun, du Tchad et du Niger, déclenchée par la campagne terrible, violente et inhumaine menée par Boko Haram, est en train de s'aggraver. Bien que Boko Haram ait perdu une grande partie du territoire qu'il contrôlait – même s'il est loin d'avoir tout perdu –, les attaques et attentats-suicides contre des civils continuent de semer la mort, la destruction et la peur, et de causer des traumatismes psychologiques et physiques. Ces menaces ont anéanti les moyens de subsistance et des infrastructures vitales et bloquent l'accès des populations aux services essentiels.

En juillet 2016, lorsque j'ai présenté mon dernier exposé au Conseil sur le bassin du lac Tchad (voir S/PV.7748), environ 9 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire. Depuis, la crise s'est aggravée, et 10,7 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'une aide, dont 8,5 millions dans le nord-est du Nigéria et 1,6 million dans l'extrême nord du Cameroun. Quelque 2,4 millions de personnes sont actuellement déplacées, et la grande majorité – plus d'1,5 million d'entre elles – sont des enfants. Si de nombreuses familles préfèreraient incontestablement retourner dans leurs régions d'origine, la persistance d'une insécurité grave, les moyens de subsistance limités et l'absence de services essentiels rendent ces retours difficiles, voire impossibles, en dépit des forts encouragements, voire des pressions, des autorités locales. Les membres du Conseil se rappelleront que dans mon dernier exposé, j'avais mentionné le nombre de personnes déplacées qui, comme Mustafa, que j'ai rencontré dans le camp de Konduga, près de Maiduguri, ont été forcées de quitter leurs foyers à Bama, dans le bassin du lac Tchad, à la mi-2015. Lorsque votre maison a été incendiée, vous ne pouvez pas rentrer chez vous.

Comme j'ai pu le constater durant ma dernière mission au Nigéria et au Niger, environ 80 % des personnes déplacées sont hébergées par des communautés hôtes qui comptent elles-mêmes parmi les plus pauvres au monde. Elles ont toutefois eu la générosité d'ouvrir leurs portes aux populations déplacées. Les besoins de protection dont j'avais parlé dans mon exposé de juillet restent urgents. Les civils sont confrontés à des violations quotidiennes du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme, notamment des actes entraînant la mort ou des blessures, des actes de violence sexuelle et sexiste, des détentions arbitraires, des disparitions, des déplacements forcés et des recrutements forcés. Rien que dans le nord-est du Nigéria, plus de 7 000 femmes et filles ont été victimes de violences sexuelles commises par Boko Haram, notamment le mariage forcé, le viol, les enlèvements et l'esclavage. Une fois relâchées, un grand nombre de survivantes continuent d'être traitées par leurs propres communautés comme des sympathisantes potentielles de Boko Haram et sont marquées du sceau de l'infamie, ce qui les empêche de se réinsérer effectivement à la société. En réaction, l'ONU et ses partenaires fournissent des soins et un soutien à 5 900 femmes et filles anciennement associées à Boko Haram ou capturées par ce groupe qui ont été victimes de violence sexuelle et sexiste. Cependant, ces activités et les autres initiatives de protection doivent être renforcées pour que les survivantes aient accès à une aide comprenant des soins médicaux, un accompagnement psychosocial et des moyens de subsistance. Nous devons également travailler en lien plus étroit avec le Gouvernement et les communautés pour prévenir la stigmatisation de ces femmes.

Ce qui avait commencé comme une crise en matière de protection est devenu une grave crise alimentaire et nutritionnelle – une des plus graves crises humanitaires actuellement dans le monde. Il y a plus d'un an, on comptait 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aigüe qui avaient besoin d'une assistance dans la région du bassin du lac Tchad. En dépit de la mobilisation de l'ONU et de ses partenaires, ce chiffre s'élève désormais à 7,1 millions. Grâce à l'intensification de son offensive sécuritaire au cours des six derniers mois, le Gouvernement nigérian a regagné du terrain et libéré des personnes et des communautés prisonnières de la tyrannie de Boko Haram, ce qui a rapidement fait apparaître au grand jour le nombre important de personnes opprimées, affamées ou victimes d'exactions, souvent même plus rapidement que la capacité des acteurs humanitaires d'accélérer leurs activités ou que notre capacité de collecter des fonds supplémentaires auprès de la communauté internationale pour suivre le rythme. C'est ce qui explique la hausse ahurissante du nombre de personnes en situation vulnérable. La Force multinationale mixte a également chassé de nombreux terroristes et agents de Boko Haram hors du Cameroun, du Tchad et du Niger, ce qui fait que les problèmes et les besoins sont désormais

concentrés dans le nord-est du Nigéria. C'est pourquoi l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ont atteint un niveau extrême, en particulier dans certaines parties des États de Borno, d'Adamawa et de Yobo, au Nigéria, où 5,1 millions de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire qui atteint des niveaux de crise et d'urgence.

Dans les régions les plus durement touchées et les plus difficiles d'accès, des cas de grave famine ont été signalés. En dépit de toute l'assistance fournie aujourd'hui, il est clair que compte tenu des prévisions selon lesquelles la situation pourrait encore s'aggraver et le nombre de personnes dans le besoin pourrait continuer d'augmenter, notre planification doit être guidée par ces scénarios pessimistes. Tous ces problèmes viennent s'ajouter à la malnutrition aiguë ou modérée chronique dans le reste la région du Sahel – à l'ouest et au nord du bassin du lac Tchad – qui touche des millions de personnes, principalement des enfants, des femmes, des personnes âgées ainsi que des personnes malades et handicapées.

Les enfants qui vivent dans le nord-est du Nigéria et le bassin du lac Tchad sont particulièrement exposés à cette situation, et divers rapports indiquent que le taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans dans des lieux où se trouvent des personnes déplacées est quatre fois supérieur au niveau d'urgence. En juillet 2016, j'avais signalé au Conseil que 244 000 enfants dans l'État de Borno, au Nigéria, souffraient de malnutrition aiguë grave. Ils sont aujourd'hui 300 000, et ce nombre pourrait aller jusqu'à 450 000, car nous devons également prendre en compte les États d'Adamawa et Yobe.

En dépit de ces tendances inquiétantes, nous espérons que 2017 marquera un tournant pour les populations touchées par la crise. Alors que la nature du conflit évolue et qu'un nombre croissant de zones repassent sous le contrôle du Gouvernement, le moment est venu de prendre des mesures résolues pour étendre l'aide humanitaire et la protection, ainsi que l'accès aux services de base, et préparer ainsi le terrain à un relèvement et une reconstruction rapides pour empêcher que la crise ne se prolonge. Au cours des six derniers mois, en collaboration avec les gouvernements de la région du bassin du lac Tchad, nous avons pris des mesures importantes pour renforcer l'action humanitaire. Par exemple, l'ONU, qui dispose d'une nouvelle équipe dirigeante à Abuja et Maiduguri, et ses partenaires au Nigéria fournissent une aide alimentaire à plus de 2,1 millions de personnes, des soins de santé primaire d'urgence à plus de 4 millions de personnes, et de l'eau potable ainsi que des services d'assainissement à plus d'1,7 million de personnes, en dépit des conditions difficiles et très dangereuses dans lesquelles évoluent les travailleurs humanitaires.

Depuis le début de 2016, l'UNICEF fournit l'appui suivant aux enfants dans les zones touchées par la crise. Environ 160 000 enfants âgés de moins de 5 ans ont reçu un traitement vital contre la malnutrition aiguë. Plus de 4 millions de personnes ont eu accès à des services de soins de santé primaires dans des centres de soins et des dispensaires gérés par le Gouvernement et installés dans des camps de personnes déplacées ou au sein des communautés d'accueil. Environ 750 000 personnes continuent d'avoir accès à l'eau potable, et plus d'un million de personnes ont accès à des installations d'assainissement conformes aux normes internationales. Plus de 100 000 enfants ont accès à des espaces d'enseignement temporaires sûrs. Près de 200 000 enfants traumatisés ont reçu un soutien psychosocial.

À l'appui de ce renforcement, depuis juillet 2015, moins d'un mois après ma prise de fonctions, j'ai débloqué plus de 91 millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence afin de fournir une aide humanitaire vitale à 3 millions de personnes touchées par la crise dans la région du bassin du lac Tchad. Je tiens à remercier tous les États Membres qui ont appuyé cette initiative capitale en versant des contributions au Fonds, et j'exhorte tous les pays autres que les trois membres du Conseil de sécurité qui l'ont déjà fait à s'engager à verser des contributions au Fonds pour 2017. En décembre dernier, durant la Conférence d'annonce de contributions au Fonds central pour les interventions d'urgence pour 2017, le Président nigérien, M. Mahamadou Issoufou, a lui-même qualifié le Fonds de mécanisme de financement central et indispensable à l'appui de l'action humanitaire pour soulager les souffrances d'un si grand nombre de personnes dans toute la région du bassin du lac Tchad.

Il me plaît d'indiquer que nous coopérons de manière étroite avec les gouvernements des pays touchés, qui de plus en plus prennent la tête des efforts humanitaires. Le Gouvernement nigérian, par exemple, a nommé un coordonnateur en chef des secours humanitaires en octobre 2016 et a mis en place, dans la capitale ainsi qu'au niveau fédéral, au cours des dernières semaines des cellules pour garantir une coordination étroite entre le Gouvernement et la communauté

humanitaire. Enfin, la semaine dernière, le Comité présidentiel nigérian chargé des initiatives dans le Nord-Est a adopté un plan de reconstruction et de relèvement en trois phases, l'accent étant mis dans l'immédiat sur l'action d'urgence globale, la stabilisation sociale et le relèvement rapide afin de répondre aux besoins de 7 millions de personnes au cours des 12 prochains mois. Je me félicite de cette initiative et de toutes les autres prises par les gouvernements des quatre pays touchés afin de fournir une assistance immédiate aux populations dans le besoin.

Dans le même temps, plusieurs gouvernements de la région du bassin du lac Tchad se heurtent à des difficultés budgétaires liées à la récession économique, tandis qu'ils sont engagés dans une opération militaire coûteuse contre Boko Haram. Ils disposent donc de moyens limités pour faire face à la crise humanitaire, des moyens qui sont bien en-deçà des besoins. En septembre 2016, en marge de l'Assemblée générale, mon bureau a organisé un événement de haut niveau auquel ont participé les Présidents tchadien, nigérien et nigérian, ainsi qu'un ministre camerounais de haut rang, pour lancer avec moi un appel en faveur de l'assistance humanitaire pour le bassin du lac Tchad. Les donateurs ont promis 163 millions de dollars supplémentaires à l'occasion de cet événement, et je les en remercie, même si ce bon résultat demeure insuffisant.

La crise humanitaire dans la région s'est sensiblement aggravée et étendue. Les agissements ignobles de Boko Haram interviennent dans une région du monde qui est extrêmement fragile et où les choses peuvent évoluer très rapidement, une région où sont présents nombre des facteurs – pauvreté, chômage et absence de perspectives et de débouchés pour les jeunes – qui favorisent à la fois l'extrémisme violent et la dépendance humanitaire de longue durée. De toute évidence, la communauté internationale et le Conseil de sécurité doivent poursuivre leur action dans cette région qui doit continuer de mobiliser l'attention.

Outre la fourniture d'urgence d'une assistance vitale aux populations dans le besoin, nous devons aussi nous attaquer aux causes profondes de la crise, en particulier au niveau des communautés. La pauvreté, le sous-développement et la dégradation de l'environnement doivent être combattus au moyen d'une assistance à long terme, à l'appui des efforts soutenus des gouvernements des pays touchés. En tant qu'humanitaires, nous sommes prêts à continuer d'intensifier notre action et de travailler en contact étroit avec les partenaires de développement, conformément aux conclusions issues du Sommet mondial de l'action humanitaire de 2016. J'invite les États Membres à faire en sorte que les acteurs du développement et les acteurs politiques accroissent les investissements à long terme pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.

La situation exige d'être solidaire avec les populations du Nigéria, du Cameroun, du Tchad et du Niger. La crise est urgente. Sans notre action, notre engagement politique et une assistance soutenue dans les domaines humanitaire et du développement, nous ne pourrons pas empêcher qu'elle se transforme en une crise de longue durée. À titre d'exemple, il sera déterminant de soutenir l'agriculture afin de permettre à la population de recouvrer ses moyens de subsistance et d'éviter qu'elle ne devienne dépendante de l'aide. Dans le nord-est du Nigéria, cela fait trois saisons consécutives que de nombreux cultivateurs n'ont rien pu planter. Il est vital de leur apporter une aide immédiate, car cela leur permettra de préparer la terre et de planter leurs récoltes avant la saison des pluies en juin.

Comme le Conseil le sait, au début, il y a 19 mois, il était extrêmement difficile, en dépit de l'organisation de divers événements et des déclarations faites à plusieurs reprises, d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes humanitaires des populations du bassin du lac Tchad. C'était comme si je criais dans le vide.

Aujourd'hui la situation a changé. Le bassin du lac Tchad retient de plus en plus l'attention mondiale, et il y a une prise de conscience croissante, y compris de la part des gouvernements des pays touchés, que nous sommes en présence d'une crise humanitaire majeure, et pas simplement d'un problème de sécurité. Au Nigéria, l'épicentre de la crise, l'ONU a une nouvelle équipe dirigeante et très énergique en place, et s'appuie sur une coordination étroite avec le Gouvernement, comme je l'ai indiqué plus haut, ainsi que sur des mécanismes pour désamorcer les tensions lorsqu'elles apparaissent. Je suis très satisfait d'apprendre que le Conseil envisage d'effectuer une visite dans la zone prochainement, lorsque les modalités en auront été arrêtées.

Les bailleurs de fonds ont démontré qu'ils étaient de plus en plus sensibles à la crise dans le bassin du lac Tchad, en versant plus de 238 millions de dollars pour l'intervention humanitaire dans cette région au cours du second semestre de 2016, soit le triple des versements reçus pour les six premiers mois de l'année. Cela a permis que l'appel humanitaire en faveur du bassin du lac Tchad

soit financé à hauteur de 49 %, mais 49 % seulement. Autrement dit, nous ne pouvons faire que la moitié de ce qui doit être fait. Même si les contributions s'accélèrent, ce dont je me félicite, les donateurs doivent mettre davantage la main à la poche. Nous avons également besoin que de nouveaux donateurs les rejoignent. D'autant que comme le Conseil s'en doutera d'après tous les éléments que je viens de citer, le plan d'intervention humanitaire et l'appel de fonds pour le bassin du lac Tchad pour 2017 ont doublé par rapport à 2016, avec des besoins estimés à 1,5 milliard de dollars, conséquence de la détérioration de la situation dans la région. Tous ensemble, nous devons tout simplement faire plus, et le financement est la clef à cet égard.

En outre, je demande au Conseil de maintenir et d'accroître son soutien aux interventions nationales et régionales, qu'elles soient sécuritaires, politiques ou humanitaires; d'appuyer la conférence sur le Nigéria et le bassin du lac Tchad qui se tiendra le 24 février en Norvège; de soutenir les stratégies de développement afin de concourir à un relèvement et à une paix durables; et d'encourager la mobilisation des organisations locales et des organisations non gouvernementales nationales et internationales.

Ces 12 derniers mois, la crise n'a pas seulement persisté, elle a pris des proportions dramatiques. De graves inquiétudes demeurent pour ce qui est de la protection, et la situation sur le plan de la sécurité alimentaire est critique. Face à cette réalité, nous avons somme toute intensifié notre réponse, mais cela reste insuffisant. Désormais, il nous faut tous redoubler d'efforts pour répondre aux besoins croissants. Au cours de mes nombreuses visites dans la région du bassin du lac Tchad au fil des décennies, j'ai été frappé par la résilience et la générosité extraordinaires des populations. Leur capacité de faire face à l'adversité la plus extrême et aux coups du sort est sans pareille. J'espère que le débat d'aujourd'hui nous rapprochera d'une action collective à la hauteur de la situation désespérée dans laquelle se trouvent les habitants du bassin du lac Tchad, mais aussi de leur résilience singulière.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. O'Brien de son exposé.

Je donne la parole à Mme Askira.

Mme Askira (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole à la séance d'aujourd'hui.

J'invite respectueusement les membres du Conseil à me rejoindre, ici, dans les faubourgs de Maiduguri où je vis.

Je les invite à imaginer, le temps d'un instant, un quartier à la sortie de la ville, où vivent des femmes et des enfants en situation de vulnérabilité, vivant à même le sol sans même un lit. On peut y voir une femme âgée de plus 70 ans, malade, allongée par terre en plein soleil, son corps protégé par un tapis de sol, sa « couverture » comme elle dit. Ses petits-enfants, âgés de 4, 6 et 7 ans, sont assis juste à côté d'elle, ne sachant pas la plupart du temps ce qu'ils vont bien pouvoir manger.

Je me trouvais dans ce quartier des faubourgs de Maiduguri, il y a trois jours, afin de distribuer de l'aide et des couvertures aux enfants. Tout cela pour expliquer au Conseil que de tels quartiers existent. Ils n'existent pas parce que les gens choisissent d'y vivre, mais parce que les personnes n'ont pas mieux où aller.

Je voudrais donner un autre exemple, celui de Yaga, une jeune adolescente de 15 ans, qui n'est guère différente de moi quand j'avais le même âge. Nous savons tous comment sont les adolescents. Yaga a été enlevée par un groupe armé, puis, fort heureusement, relâchée. Aujourd'hui elle se bat pour se réinsérer dans sa communauté, dans sa famille, dans son cercle d'amis, les gens avec lesquels elle a toujours vécu. J'ai remarqué la peur dans son visage quand je lui parlais et elle m'a dit qu'elle avait été victime de stigmatisation. Nous savions tous qu'elle avait peur d'être seule. Elle avait peur que les gens la montrent du doigt et la traitent de terroriste. Elle a peur que les gens l'associent à Boko Haram. Cette jeune fille aurait pu facilement être moi, mais j'ai rencontré une fille qui ne pouvait être moi, et qui était dans cette situation parce que nous n'avons pas fait assez pour empêcher les conflits violents de la toucher. Nous ne l'avons pas protégée et n'avons pas protégé sa communauté.

Elle m'a dit : « Je veux être comme vous, Fatima, parce que vous m'inspirez ». C'était si touchant. Les gens ici n'ont pas perdu espoir, mais leurs sentiments de frustration et de désespoir font qu'ils veulent des changements. Je connais beaucoup de jeunes dont les histoires sont source d'inspiration. Je connais une femme qui a donné volontairement de son temps pour aller enseigner dans un camp de personnes déplacées. Je connais un groupe de jeunes garçons qui se sont lancé le défi de faire quelque chose. Ils ont encouragé beaucoup de jeunes à faire passer ce message, à s'inscrire à l'école

et même à enseigner dans les écoles locales et dans les camps de personnes déplacées.

J'ai lancé une campagne le 8 décembre pour collecter des fonds et acheter des vêtements et des couvertures pour les femmes et les enfants déplacés. Ceux qui ont donné le plus étaient des personnes qui elles-mêmes n'avaient pas grand-chose, mais qui ne voulaient pas que quiconque dorme dans le froid. Au 3 janvier, nous avions atteint la somme de 1 500 dollars et avons pu ainsi acheter 500 couvertures données à 500 personnes. Mais nous continuons à recevoir des dons de beaucoup de personnes, car les gens continuent de s'entraider. Ils continuent de croire que c'est une chose à faire.

J'ai lancé une campagne par le biais des médias sociaux. Elle a suscité une grande attention et a eu un impact sur la communauté. J'ai pensé qu'il était important de reconnaître les efforts collégiaux des personnes sur le terrain qui veulent rester vos amis et qui font tout ce qu'ils peuvent pour changer les choses et protéger la communauté. Et je tiens à dire aux membres du Conseil et aux gouvernements qu'ils représentent que les Nigérians ordinaires comme moi s'efforcent tous les jours à améliorer la sécurité et la réinsertion dans la communauté, et commencent à se refaire une vie dans la région. Nous apprécions l'appui politique, militaire et financier du Conseil. Tandis que le Conseil tient des débats, notre région est dans le plus grand désordre. Je voudrais faire deux observations.

Premièrement, nous sommes reconnaissants de toute l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Lorsque les Nations Unies et les gouvernements de leurs membres concevront des programmes, je leur demande de veiller à ce que les programmes qu'ils appuient aient des mécanismes d'écoute et de communication avec des communautés, et qu'ils soient transparents et souples. Dans certains domaines, nous avons vu que l'aide apportée aux personnes en difficulté représente un défi, et qu'un soutien est nécessaire à cette fin. Dans d'autres régions, il est encore trop dangereux de rentrer et nous avons besoin d'une aide adéquate pour faire face à de telles situations d'urgence – une aide qui prévienne les traumatismes et les conflits locaux, favorise la coexistence, affecte les communautés et réduise les tensions.

Deuxièmement, comme le Conseil se penche aujourd'hui sur la sécurité dans notre région, je voudrais lui demander d'aller au-delà de la guerre contre Boko Haram et de s'intéresser à la prévention proactive des conflits violents comme solution à long terme à la menace émergente contre l'équilibre ethnique et religieux ici au Nigéria et dans la région du lac Tchad en général. Nous avons besoin d'une architecture de la paix, d'un moyen pour les citoyens – jeunes et vieux, hommes et femmes, garçons et filles – et l'État de travailler ensemble pour réduire le fléau de Boko Haram, mais aussi pour lutter contre les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les groupes ethniques et religieux. À l'heure actuelle, la consolidation de la paix est urgente, surtout lorsqu'elle peut servir à aider les jeunes et les femmes à faire face, dans un premier temps, aux horreurs infligées par Boko Haram et l'État islamique – sans pour autant s'arrêter là. Bien sûr, il est impossible d'exagérer les besoins humanitaires, comme je l'ai souligné auparavant. Après ce que j'ai rapporté, il est clair qu'il y a encore beaucoup à faire. Je crois que les organismes donateurs et les membres du Conseil de sécurité feront de leur mieux pour que cela soit possible.

J'apprécie cette opportunité sans pareil de partager mon expérience et de pouvoir faire quelques recommandations au Conseil. En tant que jeune femme, je suis vraiment honorée que le Conseil écoute les jeunes qui se trouvent aux premières lignes.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de tous les membres du Conseil de sécurité, je tiens à remercier nos intervenants pour leurs rapports utiles et instructifs, qui nous expliquent la complexité et l'ampleur du défi auquel la région est confrontée, mais aussi, comme Fatima vient de le faire, un avant-goût de ce que des personnes subissent traversent sur le terrain en ce moment même, ainsi que des campagnes locales et des initiatives menées sur le terrain. Je comprends parfaitement qu'en raison de l'heure avancée et de la situation sécuritaire dans le nord-est du Nigéria, Mme Askira doive quitter notre séance, mais je tiens à la remercier de s'être jointe à nous et de son excellente contribution à cette importante séance. J'aimerais lui faire part de notre soutien, à elle-même et à ses collègues, pour ses précieuses contributions et pour ses efforts quotidiens.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance. Je remercie également les intervenants – le Sous-Secrétaire général Zerihoun; le Secrétaire général adjoint O'Brien, qui est actif depuis si longtemps sur cette question et sur ce défi; et, surtout, Mme Askira, pour nous avoir parlé depuis

le terrain. Je pense que ce qu'elle a décrit fait écho à ce qu'ont dit les intervenants, à savoir la générosité de personnes qui ont elles-mêmes si peu, et qui ont ouvert leurs foyers à ces personnes déplacées. Le fait que la grande majorité des déplacés à Maiduguri vivent avec d'autres familles qui luttent eux-mêmes pour faire face à cette menace et à des conditions socio-économiques très difficiles, est vraiment preuve d'une grande bonté. Mme Askira en est le symbole et je l'en remercie.

En 2016, une famine s'est probablement produite sous nos yeux – pas dans l'un des endroits qui domine l'ordre du jour du Conseil de sécurité, mais dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria, dans la région de Bama. De violents combats ont empêché les organismes humanitaires d'atteindre Bama pendant près de 18 mois. Quand ils ont finalement pu accéder à la ville et évaluer la situation, ils ont constaté qu'au moins 2 000 personnes à Bama étaient mortes des effets de la famine l'année dernière, surtout de jeunes enfants.

La situation à Bama s'est depuis quelque peu améliorée avec l'arrivée de l'aide. Mais à l'heure actuelle, dans le nord-est du Nigéria, il y a beaucoup plus de villes qui ne reçoivent pas d'aide alimentaire, et où les populations souffrent de niveaux de faim bien plus extrêmes. Jusqu'à 800 000 personnes vivent comme les habitants de Bama l'année dernière, coupées de l'aide alimentaire; 800.000 personnes qui sont en grand danger – tandis que nous sommes assis ici – de mourir de faim à mort.

Les famines, comme nous le savons tous, ne sont pas des phénomènes naturels. Elles sont provoquées par l'homme. Le fait que des personnes puissent connaître des conditions de famine en 2017 devrait inciter le Conseil à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'assistance alimentaire atteigne ceux qui sont affamés. Le monde ne manque pas de nourriture à envoyer, mais les travailleurs humanitaires ont besoin de plus de financement et ils ont besoin d'une plus grande sécurité. Et le Gouvernement nigérian, à tous les niveaux – fédéral, étatique et local – doit collaborer avec les organismes humanitaires des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales pour acheminer l'aide. Si les famines sont dues à l'homme, cela signifie que les solutions sont également le fait de l'homme.

Soyons clairs : il est impossible de surestimer la sauvagerie de Boko Haram – la sauvagerie du groupe qui a mis en mouvement les événements qui ont donné lieu à ces conditions et la misère qu'ils ont causées autour du bassin du lac Tchad. C'est un groupe terroriste qui contraint des mères ayant des enfants en bas âge et des filles âgées d'à peine 9 ans à aller dans des marchés et à y commettre des attentats suicides en faisant exploser leur ceinture d'explosifs. Les combattants de Boko Haram asservissent et violent systématiquement les femmes et les filles dans les camps au fin fond des forêts, les marient de force et font subir des lavages de cerveaux à des victimes sans défense pour les amener à commettre de nouveaux attentats. Ils enrôlent de force des garçons dans leurs rangs et les tiennent en captivité, les réduisant pratiquement en esclaves contre leur volonté.

Les 276 filles Chibok enlevées il y a plus de 1000 jours de leur école restent l'exemple le plus connu de la brutalité de Boko Haram, 195 d'entre elles étant toujours en captivité à ce jour. Elles comptent au nombre des milliers et des milliers de personnes retenues par Boko Haram, alors que des millions d'autres dans la région vivent dans la crainte qu'elles ou leurs proches soient les prochaines sur la liste. L'approfondissement des liens entre Boko Haram et l'État islamique est alarmant et laisse présager qu'une menace aussi claire et présente à la paix et à la sécurité internationales peut empirer.

Comme le Conseil l'a entendu, les chiffres sont sombres. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaire, il y a 1,64 million de personnes déplacées rien que dans le nord-est du Nigéria. Parce que cette région reste peu sûre, à cause de Boko Haram, 76 % des personnes déplacées craignent de retourner dans leurs foyers, où elles pourraient cultiver leurs champs et se nourrir, ainsi que leur famille. Dans toute la région du bassin du lac Tchad, 5,1 millions de personnes souffrent de l'insécurité alimentaire, dont 455,000 de ce que le système des Nations Unies et d'autres appellent malnutrition aiguë sévère. Pour le dire clairement, malnutrition aiguë sévère signifie que si ces 450 000 enfants ne reçoivent pas rapidement des rations alimentaires et une aide nutritionnelle d'urgence, un enfant sur cinq va probablement mourir.

Les chiffres ne peuvent à eux seuls rendre le coût humain de cette crise ni l'ampleur de la brutalité qui l'alimente. Au printemps, je me suis rendue dans la région – au Cameroun et au Nigéria – pour visiter des camps de réfugiés et rencontrer des victimes de Boko Haram. J'ai visité de nombreux camps de réfugiés tout au long de ma carrière, mais rencontrer ceux qui ont fui Boko Haram n'était en rien comparable à ce que j'ai connu auparavant. Quasiment chaque individu que j'ai rencontré m'a parlé soit d'un proche qui avait été

massacré par Boko Haram, soit décrit une situation où un enfant leur a été littéralement arraché des mains – un bébé, une fille ou un fils. Les maraudeurs arrivaient et tout simplement volaient leur enfant. Beaucoup d'entre nous ici sommes parents, et nous pouvons bien imaginer ce que ressentent les parents devant les cris de leur enfant qui se cramponne à eux alors qu'il est enlevé par ces sauvages.

À la suite de tels crimes, ces familles brisées et disloquées se retrouvent trop souvent coincées dans des camps de réfugiés sordides, sans pratiquement aucun service, aucun soin de santé et aucune école. Ce sont ces mêmes personnes qui sont en train de mourir parce que l'aide ne leur parvient pas assez rapidement. Je prie instamment le Conseil d'examiner de près cette situation, de se rendre dans la région pour évaluer la situation et de rencontrer les familles, de parler aux hommes qui ont vu leurs femmes et leur sœurs se faire traîner dans la forêt et aux femmes qui ont vu leurs fils abattus sous leurs yeux. Nous devons être enhardis par leur douleur. Il devrait y avoir beaucoup plus de personnes ici au Conseil de sécurité pour participer au débat d'aujourd'hui. Il ne s'agit pas de quelque chose d'ordinaire. Il s'agit d'une crise extrême, et nous devons lui assurer une meilleure couverture. Je pense qu'un voyage pourrait y contribuer. Mais nous devons aussi placer nos discussions sous le signe de l'urgence.

Nul doute que beaucoup au sein du Gouvernement nigérian – et je sais que nos collègues nigérians vont en parler – œuvrent sans relâche pour sauver des vies. En revanche, nous continuons de voir que certains, notamment cette semaine, contestent l'ampleur de la crise et affirment que les chiffres avancées par les organismes humanitaires sont exagérés. Certains ont même calomnié les Nations Unies pour leur rôle dans la fourniture d'une aide vitale. Il est extrêmement important que les responsables de l'ONU puissent se rendre dans la région et rencontrer les personnes dans le besoin afin de pouvoir évaluer de façon impartiale quels sont leurs besoins.

Ce qui cause en partie certains des problèmes d'accès, c'est la préoccupation face à l'insécurité généralisée, une préoccupation causée par Boko Haram, et c'est là une préoccupation très légitime qui inquiète les travailleurs humanitaires dans la région aussi. Mais il est essentiel que les organismes d'aide, les Nations Unies et le Gouvernement élaborent rapidement un plan pour améliorer l'accès. Pratiquement chaque fois que les organismes humanitaires accèdent à une nouvelle zone qui était auparavant inaccessible, les besoins qui se font sentir s'avèrent pires qu'on ne l'imaginait auparavant. Par exemple, quand les organismes humanitaires et d'autres organisation non gouvernementales sont entrés dans la ville de Rann, dans l'État de Borno le 22 décembre, il y a quelques semaines, les travailleurs humanitaires ont découvert 400 tombes fraîchement recouvertes, où ont été enterrées des personnes qui venaient de mourir de faim et de maladies non traitées.

Que peut faire de plus le Conseil? Pour vaincre Boko Haram, la communauté internationale doit en général allouer davantage de ressources en faveur d'une intervention militaire plus efficace dirigée par les pays de la région. Là aussi, il y a des signes positifs. Ensemble, le Nigéria, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Bénin sont en train d'améliorer, lentement mais sûrement, leur coordination. Boko Haram ne contrôle plus qu'une petite partie du territoire qu'il contrôlait en 2015. Les opérations militaires de ces pays méritent notre appui collectif, et les États-Unis sont en train de déployer des conseillers, de partager le renseignement et de fournir une formation et un appui matériel et logistique à nos partenaires. Mais il n'est pas question de séparer la nécessité de défaire Boko Haram de la nécessité de répondre à la catastrophe humanitaire que connaît la région. Cela veut dire que les gouvernements doivent faciliter l'accès des organisations humanitaires, et je n'insisterai jamais trop là dessus.

Le Gouvernement nigérian doit œuvrer avec les Nations Unies et les gouvernements régionaux pour offrir davantage de possibilités de fournir une aide à davantage de zones, même celles proches des lignes de front. Nous savons que les opérations militaires doivent se poursuivre, mais les organisations humanitaires sont prêtes. Elles opèrent tout le temps dans des zones de guerre, mais elles doivent obtenir l'autorisation de s'y rendre. Dans certains cas, la sécurité est encore précaire, ce qui fait que les organismes d'aide ne peuvent atteindre les communautés qu'avec l'assistance de convois armés, lesquels doivent agir en coordination avec l'armée nigériane. Malheureusement, la coordination de l'aide avec les convois armés disponibles devient maintenant un véritable goulet d'étranglement, un obstacle sérieux. Le Gouvernement et l'ONU devront s'attacher ensemble à accélérer l'acheminement de l'aide. C'est une question logistique et opérationnelle qu'il faut régler rapidement.

Les bailleurs de fonds doivent faire bien plus. Comme nous l'avons entendu, la région du bassin du lac Tchad est devenue le site de l'une des crises les plus

graves et les plus ignorées au monde, et je pense que nous pouvons le constater dans le modeste niveau d'intérêt accordé à la présente séance. L'appel humanitaire lancé par les Nations Unies en 2016 n'a pu récolter que la moitié des fonds requis. Les États Membres de l'ONU doivent agir rapidement pour lever le milliard de dollars que l'ONU a demandé pour cette année.

Pour terminer, je voudrais faire une dernière proposition, qui est encore une fois de réaffirmer qu'un plus grand engagement du Conseil de sécurité est nécessaire. Ce dont nous parlons aujourd'hui c'est d'un défi antiterroriste transnational impliquant l'un des groupes terroristes les plus dangereux au monde, et les besoins humanitaires désespérés de la région sont le résultat des actions de ce groupe monstrueux. La situation dans la région du bassin du lac Tchad est donc la définition même d'une menace à la paix et à la sécurité internationales. Et le Conseil existe justement pour la contrer.

Faisons-le alors; jugeons de la crise par nous-mêmes. Exigeons que l'ONU et ses partenaires aient accès aux millions de personnes qui ont si désespérément besoin de nourriture, d'eau et de médicaments, et trouvons d'autres moyens d'aider l'ONU à jouer un rôle positif, comme aider à réinsérer les victimes de la violence de Boko Haram – dont beaucoup, comme nous l'avons entendu dire, sont victimes de stigmatisation lorsqu'elles sont libérées ou qu'elles arrivent à s'échapper. Ou, après avoir débattu mardi de l'importance de pérenniser la paix (voir S/PV.7857), attachons-nous maintenant à remettre sur pied les institutions de cette région.

C'est on ne peut plus urgent. Dans un entretien la semaine passée, un médecin de Médecins sans frontières, a donné une idée de ce qu'était la situation dans les camps de Borno, au Nigéria. Elle a dit

> « Quand je vais sur le terrain, j'ai l'habitude d'être entourée d'enfants, mais à Borno, les enfants, surtout ceux de moins de cinq ans, étaient absents. La plupart d'entre eux, malheureusement, étaient déjà morts ».

Dayo, une mère de 31 ans au Cameroun, a dit à un travailleur humanitaire que parfois elle avait si faim qu'elle perdait ses esprits. Dayo a dit,

> « Quand quelqu'un me parlait, je ne savais même pas si c'était un homme ou une femme ».

Ou, enfin, Awa Mudu, bloquée dans un autre camps de réfugiés, interviewée alors qu'elle revenait d'une forêt voisine où elle avait été cueillir des feuilles pour se nourrir. Comme l'a dit Awa, « les feuilles ne suffisent pas pour vivre, mais c'est tout ce qu'on a. » Le Conseil peut aider à faire en sorte que les riverains du bassin du lac Tchad, les personnes comme Awa, aient davantage pour vivre. Mais nous devons faire beaucoup plus.

M. Wilson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants d'aujourd'hui, et rends un hommage particulier à Mme Fatima Askira, pour le courage qu'elle incarne et l'inspiration qu'elle représente pour beaucoup.

Si le Royaume-Uni prend la parole à la séance de cet après-midi, c'est parce que nous pensons que nous ne pouvons plus nous permettre de rester silencieux sur cette question, comme Mme Power l'a dit avec tant de clarté et d'éloquence. Nous venons d'entendre que la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad est tout simplement effroyable. Plus de 11 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire. Dans la seule région du nord-est du Nigéria, plus de 2 millions de personnes ont été déplacées, sans compter les centaines de milliers d'autres au Niger, au Cameroun et au Tchad. Et cela ne peut aller qu'en empirant. D'ici quelques mois à peine, les stocks issus des récoltes médiocres vont commencer à s'épuiser, aggravant encore une situation désastreuse.

Derrière les souffrances de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans le bassin du lac Tchad se cachent la brutalité et la cruauté implacable de Boko Haram. Ce groupe fait peser une menace claire sur la paix et la sécurité internationales et nous avons la responsabilité tout aussi claire de prendre les mesures qui s'imposent. Ces mesures nécessiteront un effort international soutenu sur plusieurs années pour répondre aux besoins humanitaires considérables et éliminer les vecteurs de conflit qui, à l'origine, ont permis à Boko Haram de prospérer. Il nous faut donc faire plus. J'appelle les donateurs, les gouvernements de la région et les organisations non gouvernementales internationales à prendre d'urgence des mesures pour intensifier leurs efforts. Pour être honnête, notre action collective jusqu'ici n'a pas été à la hauteur ni suffisamment financée. L'ONU a lancé un appel aux dons de 1 milliard de dollars pour le Nigéria et de 310 millions de dollars pour le Cameroun. Le Royaume-Uni entend apporter sa contribution. En septembre, nous avons annoncé 97 millions de dollars d'aide humanitaire supplémentaire pour la région, en plus de notre engagement pluriannuel en cours d'un

montant de 110 millions de dollars. J'espère que d'autres nous emboîteront le pas.

Mais l'argent ne suffit pas. Il doit également y avoir un leadership énergique et efficace, aussi bien de la part des gouvernements de la région que de l'ONU. Nous attendons de l'Organisation qu'elle renforce ses capacités dans le bassin du lac Tchad et qu'elle élabore des plans transfrontaliers pluriannuels coordonnés pour contribuer au relèvement. Nous-mêmes dans cette salle devons aussi faire preuve de leadership. Une visite du Conseil de sécurité dans la région dans les prochaines semaines serait une preuve de cet esprit d'initiative et nous donnerait à tous l'occasion de nous rendre directement compte des difficultés auxquelles la région est confrontée. Parmi ces difficultés, citons notamment le fait préoccupant que des personnes déplacées auraient été poussées à réintégrer des zones qui ne sont toujours pas sécurisées. Lorsqu'on a fui les meurtres ou l'asservissement, il est tout simplement impensable d'être forcé à retourner sur la scène de ces horreurs, et il est impensable d'être poussé à y retourner par le mensonge ou par la force. Toutes les parties au conflit ont la responsabilité de respecter les conventions internationales sur le retour et, plus largement, sur la protection des civils. Je les y exhorte.

En définitive, l'intervention humanitaire n'est qu'un élément de la solution. Elle en est évidemment un élément vital, mais elle doit aussi s'accompagner d'une intervention cohérente dans les domaines de la sécurité, de la politique et de l'économie. Il ne serait pas logique de panser les plaies du conflit sans remédier à ses causes profondes. Alors appelons tous les gouvernements de la région à gagner la paix, en luttant contre le sous-développement et les autres vecteurs de conflit, et en s'y attelant d'une manière qui respecte le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Cela implique de s'y employer pour toutes les personnes de la région et de veiller à ce que les femmes aient leur mot à dire et leur rôle à jouer – sur un pied d'égalité – dans l'instauration de cette paix. Il est vital que les stratégies de lutte contre Boko Haram tiennent compte des voix des femmes. Cela suppose de déployer tous les efforts possibles pour libérer les filles de Chibok qui n'ont pas encore été relâchées; et de protéger les femmes qui ont été victimes de violence sexuelle et sexiste.

Je voudrais pour terminer aborder le cas de Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria. Nous avions déjà, la dernière fois que nous nous sommes saisis de cette question (voir S/PV.7748) il y a six mois, évoqué la difficile situation des personnes déplacées dans cette ville. Six mois plus tard, leur situation est toujours désespérée. Plus d'un million de personnes déplacées sont désormais installées à Maiduguri. Les prix des denrées alimentaires ont doublé au cours de l'année écoulée. La maladie et la faim ne sont que trop fréquentes. Mais il y a quelques signes d'espoir. Ces trois derniers mois, Médecins sans frontières (MSF) a acheminé 810 tonnes de nourriture à Maiduguri. Comme l'a clairement fait savoir le chef de la mission de MSF sur place, ce n'est normalement pas à une organisation caritative médicale qu'il incombe de fournir de la nourriture aux populations. Mais face à un besoin désespéré, MSF a décidé d'apporter son aide. Voilà l'attitude que nous devrions tous afficher dans les semaines et les mois qui viennent, si nous voulons mettre fin à la catastrophe qui sévit dans le bassin du lac Tchad.

M. Delattre (France) : Je remercie M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, et M. Tayé Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, pour leurs exposés sur la situation dans la région du lac Tchad, et adresse un remerciement tout particulier à Mme Fatima Yerima Askira, du Borno Women Development Initiative, pour son témoignage particulièrement puissant, qui est une source d'inspiration pour nous tous.

Comme nous l'avons vu ces dernières semaines, Boko Haram, quoique affaibli, conserve une réelle capacité à mener des attaques ciblées et meurtrières, en particulier dans l'État de Borno. Et comme nous venons de l'entendre, la crise provoquée par Boko Haram engendre des besoins humanitaires absolument considérables. Les femmes sont particulièrement visées. Ces populations vulnérables ne sont à l'abri nulle part et nous savons combien la situation dans les camps de déplacés est difficile. La région du bassin du lac Tchad est trop souvent hors de l'écran radar des grands médias internationaux, et pourtant c'est l'une des régions du monde qui a le plus besoin de nous et de notre engagement. Dans un tel contexte, nous encourageons activement les efforts des pays de la région et des Nations Unies, et travaillons avec eux selon trois axes principaux.

Le premier est l'axe militaire, pour combattre Boko Haram avec toute la fermeté requise et affaiblir ses capacités de nuisance. Nous savons que l'effort militaire mené par les pays de la région, effort qui est coordonné dans le cadre de la Force multinationale mixte, est particulièrement lourd, à la fois militairement

et financièrement. Nous sommes tous alliés dans la lutte contre le terrorisme, quelle que soit la forme qu'il prend et où qu'il frappe. C'est pourquoi la France traduit cette expression de solidarité en soutenant activement les opérations de lutte contre Boko Haram menées par les pays de la région. Nous apportons en particulier des renseignements au profit des pays engagés, un appui logistique au Tchad et au Niger, et des formations à destination des forces camerounaises. Les opérations militaires en cours ont déjà fait la preuve de leur efficacité. De nombreux soldats de ces armées ont déjà payé le prix du sang dans cette offensive régionale. Nous leur rendons un respectueux hommage.

La deuxième priorité est humanitaire car les besoins, on l'a dit, sont immenses. Il est essentiel que les Nations Unies poursuivent et accentuent leurs efforts, en étroite collaboration avec l'ensemble de leurs partenaires et avec les autorités locales, pour répondre aux besoins des populations. À cet égard, nous espérons que les centres humanitaires mis en place par les Nations Unies dans le nord-est du Nigéria, pour servir de camps de base aux acteurs humanitaires et permettre un accès plus rapide aux populations, pourront être rapidement opérationnels. Nous rendons également un hommage particulier à Médecins sans frontières et à l'ensemble des organisations humanitaires qui sont engagées sur le terrain. Je tiens aussi à rappeler ici que le droit international s'applique à tous et que toutes les parties sont tenues d'autoriser les Nations Unies et leurs partenaires à accéder aux personnes déplacées. Les pays touchés par la crise sont en première ligne pour à la fois faciliter l'accès humanitaire, coordonner les différentes initiatives, et éviter les détournements de l'aide destinée aux déplacés. La France prend et prendra toute sa part à cet effort collectif. Pour la seule année 2016, nous avons contribué à hauteur de 13,5 millions d'euros pour répondre aux besoins humanitaires des pays affectés par Boko Haram.

La troisième priorité est celle du développement des régions où le mouvement est implanté. Faute de ce développement, indispensable en tout état de cause, ce mouvement terroriste continuera à prospérer sur la pauvreté et le sentiment d'exclusion dont il se nourrit. C'est la raison pour laquelle la France a lancé l'Initiative du lac Tchad. D'un montant de 35 millions d'euros, cette importante initiative portée par l'Agence française de développement a pour but de favoriser le relèvement économique de la région et la création d'emplois, notamment en direction de la jeunesse, première cible, il faut le rappeler, de Boko Haram.

Dans le contexte qui vient d'être rappelé, la région du bassin du lac Tchad doit être au cœur des priorités du Conseil. Comme nous y encourage le Secrétaire général, sachons combiner l'ensemble des moyens à notre disposition – militaires, humanitaires et de développement – pour faire une différence sur le terrain. Dans cet esprit, la France appuie résolument le projet d'une visite prochaine du Conseil de sécurité dans la région.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés le Sous-Secrétaire général Zerihoun, le Secrétaire général adjoint O'Brien et Mme Askira.

Récemment, la situation générale en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest a été stable. Les pays de la région ont renforcé leur coopération en matière de sécurité, et la Force multinationale mixte (FMM) des pays du bassin du lac Tchad a accompli de grands progrès dans la lutte contre le terrorisme. La Chine se félicite de cette évolution. Cela dit, les problèmes de sécurité et la situation humanitaire dans la région d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest demeurent très graves. Les attaques terroristes répétées et le déplacement des civils, conjugués aux activités criminelles endémiques, menacent la sécurité et la stabilité de la région. La communauté internationale doit renforcer l'appui qu'elle apporte aux pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, y compris les pays de la région du bassin du lac Tchad.

Premièrement, elle doit aider les pays de la région dans leurs efforts de lutte contre le terrorisme. Les efforts antiterroristes de l'Afrique constituent une composante très importante de l'action internationale sur ce front. Sous réserve du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des pays concernés, la communauté internationale doit aider les pays de la région à renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme, donner à la FMM les moyens de conduire efficacement ses opérations et continuer à éliminer les menaces posées par le terrorisme dans les de la région.

Deuxièmement, il doit y avoir une plus grande coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du bassin du lac Tchad. La communauté internationale doit respecter le rôle de premier plan joué par les organisations régionales

dans le règlement des problèmes de la région et mettre pleinement à profit leurs compétences et leurs atouts singuliers afin de créer des synergies et promouvoir des solutions appropriées aux situations de crises régionales, et ce, en recourant à des méthodes, telles que le dialogue, la médiation et les bons offices.

Troisièmement, les pays de la région doivent également recevoir une assistance visant à accélérer leur développement et traiter les causes profondes des conflits. La communauté internationale doit fournir une aide financière et technique à ces pays sur la base du respect de leur souveraineté nationale, afin qu'ils puissent véritablement renforcer leurs capacités et stimuler leur développement socioéconomique.

Le Ministre chinois des affaires étrangères, M. Wang Yi, vient d'achever une visite dans cinq pays d'Afrique, à savoir Madagascar, la Zambie, la Tanzanie, la République du Congo et le Nigéria. Cette visite a atteint les objectifs prévus qui étaient de resserrer les liens d'amitié qui nous unissent, d'améliorer la communication, d'harmoniser nos idées, de renforcer la confiance et d'approfondir notre coopération. La Chine continuera d'appliquer la politique de sincérité, de résultats concrets, d'affinité et de bonne foi et d'avoir un point de vue correct sur la justice et les avantages. La Chine pratique les valeurs de l'amitié, de la justice et des intérêts communs, et met en œuvre fidèlement les résultats du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine qui s'est tenu à Johannesburg. La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale et les pays concernés afin d'appuyer les efforts déployés par les pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest pour parvenir à une paix durable et à une prospérité commune, et apporter de nouvelles contributions à la paix et au développement en Afrique.

M. Moustafa (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier les personnalités qui ont fait des exposés sur la situation sécuritaire et humanitaire dans la région du bassin du lac Tchad, à savoir le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Tayé-Brook Zerihoun, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Stephen O'Brien, et Mme Fatima Askira, qui représente la voix de la communauté du bassin du lac Tchad. Ces exposés nous donnent une idée de la tragédie humanitaire que connaît la région et dont souffrent les États de cette région et leurs peuples depuis un certain temps. Malheureusement, cette crise s'est encore aggravée récemment, comme l'ont rappelé les intervenants, notamment en raison de la situation sécuritaire et des défis environnementaux dans la région, d'une part, et à cause des répercussions des menaces sécuritaires dans certains pays, comme le Mali et la Libye, d'autre part

Les opérations militaires de la Force multinationale mixte (FMM) ont remporté d'importants succès dans la lutte contre Boko Haram et ont pu en limiter la force. Nous saluons le leadership des États participant à la FMM. L'Égypte engage la communauté internationale et les partenaires internationaux à accroître le soutien apporté à la FMM pour qu'elle puisse venir à bout de Boko Haram une bonne fois pour toutes et libérer les zones qui se trouvent encore sous son contrôle.

En ce qui concerne la prévention, l'Égypte invite la communauté internationale à fournir l'appui nécessaire aux gouvernements des États de la région afin de les aider dans leurs programmes de réadaptation des anciens combattants de Boko Haram et de réhabilitation des villages qui ont été libérés de ce groupe.

Lors du débat public au niveau ministériel qui s'est tenu le 10 janvier sous la présidence de la Suède (voir S/PV.7857), ma délégation a souligné la nécessité d'adopter une approche qui permettrait de s'attaquer aux causes profondes de ces problèmes. La crise dans la région du bassin du lac Tchad n'est pas une exception. Nous devons nous concentrer sur le renforcement des capacités institutionnelles et humaines afin de contrer l'émergence des mouvements terroristes et leur capacité d'enrôler des jeunes pour commettre des crimes en leur nom. Pour ce faire, il faut apporter une assistance aux pays de la région afin qu'ils puissent investir dans la santé, dans des projets économiques et dans le développement social. Cette approche doit se fonder sur la pérennité de la paix et la prévention des conflits si nous voulons mettre fin à la crise, comme l'Ambassadrice Power l'a dit il y a quelques instants, et doit passer par la mise en œuvre de la stratégie globale pour le Sahel, qui reste jusqu'à présent peu équilibrée.

L'approche que je viens d'évoquer exige que la communauté internationale, y compris l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, et les organisations régionales et sous-régionales unissent leurs efforts et œuvrent de concert avec les États de la région. Des mécanismes de coopération et de coordination entre toutes ces parties sont nécessaires si nous voulons garantir la paix et protéger les populations de la région des crises politiques, humanitaires et sécuritaires.

L'Égypte est tout à fait préparée à accroître sa coopération avec les pays du bassin du lac Tchad au moyen de projets et de programmes relevant de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement, en vue d'atténuer la crise à laquelle sont confrontées la région et ses populations. Cela s'inscrira dans le cadre d'une stratégie globale pour pérenniser la paix dans cette région et dans d'autres parties du continent africain.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie M. O'Brien, M. Zerihoun et Mme Askira de leurs exposés importants.

Des années de violence perpétrée par Boko Haram ont profondément fragilisé la paix, la sécurité et les moyens de subsistance dans le bassin du lac Tchad. La persistance de la tactique d'attaques et d'esquives de Boko Haram a déplacé des millions de personnes et perturbé les activités agricoles et l'accès aux services de base. Comme l'ont indiqué aujourd'hui les intervenants, la crise humanitaire dans la région s'est, hélas, encore aggravée depuis la dernière séance d'information en juillet 2016 (S/PV.7748).

Le Japon a axé son assistance financière au bassin du lac Tchad sur l'aide humanitaire et la stabilité sociale. Sur le plan bilatéral, nous avons annoncé en décembre 2016 une aide alimentaire d'environ 3 millions de dollars à l'intention du Niger. À la lumière de l'impact considérable que la crise provoquée par Boko Haram a sur les femmes, nous appuyons également, depuis l'année dernière, l'action et l'aide humanitaires tenant compte de la problématique hommes-femmes assurées par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en faveur des femmes et des filles touchées par le terrorisme de Boko Haram à Diffa, au Niger. Nous espérons faire plus. Mais, à l'évidence, la portée et la complexité des difficultés auxquelles est confrontée la région nécessitent davantage que de l'aide humanitaire. La poursuite des efforts de la Force multinationale mixte et les autres opérations militaires de pays de la région ont considérablement endigué les agissements de Boko Haram et l'ont délogé de ses anciens bastions. Toutefois, comme l'ont tragiquement illustré les attaques contre des soldats à Diffa le 31 décembre, la région doit rester vigilante contre les insurgés, qui sont encore en mesure d'attaquer des villages et des installations militaires.

Au côté des progrès des opérations militaires, les défis du développement socioéconomique à long terme nécessitent également une attention soutenue. Comme l'a signalé le Président nigérian pendant le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, tenu en décembre dernier, la réduction du chômage des jeunes promeut la stabilisation et décourage le recrutement par Boko Haram. Nous ne devons pas permettre que Boko Haram continue d'empoisonner l'esprit des jeunes, qui figurent parmi les atouts les plus précieux de l'Afrique. Le Conseil de sécurité doit mobiliser des ripostes globales aux problèmes complexes qui touchent le bassin du lac Tchad et travailler pour pérenniser la paix. Il est tout aussi vital que les pays de la région démontrent qu'ils prennent en main les questions relatives au développement socioéconomique à long terme de leurs communautés.

Le Japon appuie le projet de mission du Conseil de sécurité dans la région, afin d'évaluer la situation dans le bassin du lac Tchad, et espère qu'elle permettra des discussions utiles avec les parties prenantes régionales et démontrera que le Conseil est bien conscient de la gravité de la crise.

M. Bermúdez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier M. Zerihoun, M. O'Brien et Mme Fatima Yerima Askira de leurs exposés.

La situation dans le bassin du lac Tchad est inquiétante. Le lac Tchad, ou, comme on l'appelle également, le lac qui se rétrécit, a déjà perdu 90 % de sa superficie au cours des 40 dernières années. Sur l'ensemble de la population du bassin, environ 10 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Ce chiffre représente le triple de la population totale de mon pays. Cependant, cette crise n'a malheureusement suscité que très peu de couverture par les médias, et la communauté internationale n'en est guère informée.

L'Uruguay aborde la crise dans cette région d'un point de vue global. La situation actuelle a été causée et aggravée par un grand nombre de facteurs conjoncturels, tels que la situation très difficile en matière de sécurité, compromise principalement par la menace terroriste de Boko Haram, la pénurie alimentaire, et les besoins élémentaires non satisfaits de ces populations, entre autres. Le caractère multidimensionnel de la crise humanitaire dans le bassin du lac Tchad correspond à un grand nombre de causes et de conséquences qui sont connues de tous et à propos desquelles je ne vais pas entrer dans le détail.

Mardi dernier, nous avons eu dans cette même salle un débat public au niveau ministériel sur la prévention des conflits et la pérennisation de la paix

(S/PV.7857), pendant lequel il a beaucoup été question de l'importance de prévenir les guerres et de la nécessité de mener à bien des activités propices à la pérennisation de la paix. Le bassin du lac Tchad est confronté à une crise structurelle complexe depuis de nombreuses années, et il est nécessaire d'entreprendre une action qui non seulement atténue la menace terroriste et fournisse des vivres à la population, mais qui contribue aussi à la stabilité à long terme. Le Conseil de sécurité et l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies doivent tirer parti de leurs interventions pour aborder de front et endiguer cette crise.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, rien qu'au Nigéria, il y a 1,9 million de personnes déplacées, dont la moitié sont des enfants. La région est marquée par une grande insécurité et des taux très élevés de croissance démographique, et elle est touchée par les changements climatiques, la pauvreté et des niveaux faibles d'investissement dans les infrastructures sociales. La région ne pourra avoir un avenir prometteur que si ses pays, et en particulier ses communautés, obtiennent les moyens nécessaires pour sortir de cette crise grave et asseoir une paix durable. La communauté internationale ne doit épargner aucun effort pour doter la région de ces moyens. C'est pourquoi l'Uruguay considère qu'il est pertinent de saluer le travail des institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que celui des pays donateurs qui ont versé les contributions promises. Nous nous félicitons également du travail de la Force multinationale mixte et de ses progrès dans la lutte contre Boko Haram. Elle illustre clairement le fait que les efforts régionaux coordonnés sont fondamentaux dans les crises de ce type, où ceux qui essaient de miner la stabilité ne reconnaissent ni les frontières, ni les pays.

Dans une région où plus de 10 millions de personnes ont besoin d'assistance, où près de 7 millions de personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire, et où 2,7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur pays, nous devons nous attaquer aux causes profondes à l'origine de la crise, à savoir la faim, l'absence d'éducation et d'accès à l'eau, l'insécurité, et la pénurie d'installations médicales, entre autres nombreux facteurs. Nous devons donc offrir des solutions durables aux populations de la région, afin de les doter d'une capacité de résilience et d'adaptation face à tant d'adversité.

M. Cardi (Italie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé cette séance d'information. Je tiens également à remercier le Sous-Secrétaire général Zerihoun et le Secrétaire général adjoint Stephen O'Brien, de leurs mises à jour. Je remercie aussi Mme Askira de son témoignage.

L'Italie suit de très près la situation dans le nord-est du Nigéria, le bassin du lac Tchad et l'ensemble de la région, où, comme nous l'avons entendu, il existe une crise complexe où se conjuguent des facteurs liés à la sécurité et au développement et des facteurs humanitaires. Preuve de sa préoccupation, l'Italie a récemment décidé d'ouvrir une nouvelle ambassade, à Niamey, au Niger, qui viendra s'ajouter à notre réseau déjà très développé dans cette partie du monde.

Premièrement, s'agissant de l'aspect relatif à la sécurité, bien que certains progrès aient été réalisés contre Boko Haram, ce groupe continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité. Nous appuyons donc pleinement les efforts déployés actuellement par les gouvernements de la région, les organisations régionales et la Force multinationale mixte pour réduire les activités de Boko Haram. Nous soutenons leurs efforts sur le plan bilatéral, ainsi que par l'intermédiaire de l'Union européenne, qui, soit dit en passant, fournit un financement important à la mission en question. En outre, nous sommes préoccupés par les nombreux réseaux de trafiquants qui opèrent dans la région. Il ne faut pas sous-estimer leurs liens avec Boko Haram et les activités de criminalité transnationale. À notre avis, nous devons lutter avec détermination contre tous les trafics, tout particulièrement la traite des êtres humains, qui est liée à ce phénomène.

À cet égard, je voudrais évoquer la résolution 2195 (2014), par laquelle le Conseil de sécurité appelle à une action internationale pour empêcher les terroristes de tirer profit d'activités de criminalité transnationale organisée en sécurisant les frontières et en poursuivant en justice les réseaux illicites et exhorte les États Membres à renforcer la coordination régionale en ce qui concerne les mesures transfrontalières visant à lutter contre le terrorisme et d'autres activités criminelles qui y sont associées. Nous sommes d'avis que les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle essentiel à jouer pour contrer ces menaces et que le Conseil doit les encourager à jouer un rôle encore plus actif en mettant au point une stratégie régionale globale. À cet égard, ce débat pourrait donner un nouvel élan à la proposition d'organiser un sommet conjoint de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de la Communauté économique des États

de l’Afrique de l’Ouest pour discuter de la menace que représente Boko Haram sous une perspective régionale. C’est pour cette raison que nous appuyons pleinement la proposition d’organiser une mission du Conseil de sécurité dans la région, car ce serait l’occasion de faire passer un message d’appui et d’engagement, avec fermeté et dans l’unité, ainsi qu’une occasion de constater les effets des changements climatiques sur la sécurité et les déplacements des populations dans la région.

Je voudrais évoquer brièvement l’aspect humanitaire. Nous avons été informés de la situation tragique dans laquelle vivent des millions de personnes. Boko Haram, qui exacerbe ces difficultés, continue d’utiliser la violence sexuelle et sexiste et le viol comme armes de guerre, et d’exploiter des femmes et des mineurs pour perpétrer des attentats-suicides. Par conséquent, nous estimons qu’il faut aligner stratégiquement les efforts visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle sur les efforts visant à prévenir l’extrémisme violent et le terrorisme dans la région. Nous sommes particulièrement préoccupés par l’augmentation du nombre de déplacés. Nous avons pris connaissance des chiffres, qui sont astronomiques. Toutefois, nous tenons également à souligner que l’instabilité actuelle, les effets des changements climatiques dans la région et les déplacements des populations créent un environnement propice aux activités illicites comme la contrebande et la traite des êtres humains. À cet égard, nous pensons qu’il importe de renforcer le rôle des acteurs économiques et de développement, comme la Banque mondiale, et de concentrer nos efforts sur le renforcement des institutions – comme d’autres collègues l’ont indiqué – et le renforcement des infrastructures dans la région. Il est donc essentiel de faire bénéficier les pays de la région des initiatives de la Commission de consolidation de la paix fondées sur les notions de pérennisation de la paix et de diplomatie préventive et visant à mettre en œuvre des programmes de développement dès le début pour réduire potentiellement les risques de radicalisation.

Pour terminer, l’Italie est prête à appuyer les efforts déployés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d’autres organismes internationaux pour venir en aide aux personnes touchées par cette grave crise humanitaire et le Gouvernement nigérian, dont les efforts inlassables et la coopération avec divers organismes et organisations non gouvernementales sur le terrain méritent d’être appuyés. En outre, nous apportons notre contribution au niveau bilatéral et par l’intermédiaire des organismes des Nations Unies, notamment en finançant des projets visant à renforcer la résilience des populations locales et à atténuer les risques de déplacements internes et de migrations.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Sous-Secrétaire général Zerihoun et le Secrétaire général adjoint O’Brien de leurs exposés sur la situation en matière de sécurité et la situation humanitaire dans la région du bassin du lac Tchad. Je voudrais également remercier M[me] Askira de son exposé par visioconférence.

Les défis en matière de sécurité auxquels cette région est confrontée, notamment les menaces que représentent le terrorisme et l’extrémisme violent, doivent tous nous préoccuper. Le Sous-Secrétaire général Zerihoun et le Secrétaire général adjoint O’Brien ont fait une description très convaincante de lourds défis auxquels cette région est confrontée. Dans le même temps, nous prenons note des progrès réalisés par les pays de la région dans la lutte contre Boko Haram par l’entremise de la Force multinationale mixte de la Commission du bassin du lac Tchad. Néanmoins, nous savons que ce groupe terroriste continue de faire peser une menace grave sur la paix et la stabilité de la région en prenant pour cible des civils innocents, notamment des femmes et des enfants.

Les efforts de Boko Haram pour établir des liens avec des réseaux terroristes régionaux et internationaux bien connus, notamment Al-Qaida, Daech et les Chabab, constituent un problème qui doit être pris au sérieux. Le Sous-Secrétaire général Zerihoun a mis en exergue les différentes dimensions de la menace posée par Boko Haram et nous partageons ses préoccupations. Nous estimons qu’il importe d’appuyer les pays de la région et leurs mécanismes de sécurité grâce à l’échange de renseignements et au renforcement des capacités nécessaires pour faire face aux défis, anciens et nouveaux, en matière de sécurité.

À cet égard, nous prenons note des travaux menés par l’Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en coopération avec d’autres entités de l’ONU et nous l’encourageons à aider les pays de la région à mettre au point une stratégie globale et intégrée de lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent. En outre, on ne saurait trop insister sur la nécessité pour l’ONU, l’Union africaine et leurs mécanismes régionaux respectifs de coordonner leurs efforts. Dans ce contexte, nous pensons que la proposition d’organiser une visite du Conseil dans la région, avec le Conseil de paix et de sécurité de l’Union africaine, permettrait de faire passer le message qu’il faut. Nous souscrivons entièrement à

cette idée et nous partageons les sentiments exprimés par l'Ambassadrice des États-Unis, Mme Power, à cet égard. Elle a été très convaincante, tout comme elle l'a été à propos des autres questions qu'elle a mentionnées.

Nous essayons de coopérer avec certains pays de la région sur le plan bilatéral en vue d'échanger des expériences et des renseignements, notamment en ce qui concerne les liens entre divers groupes terroristes régionaux. Nous espérons que les pays de la région renforceront leur coopération et leur coordination sur la base d'une stratégie commune. Nous sommes conscients de la détérioration de la situation humanitaire dans la région du lac Tchad. Elle découle de plusieurs facteurs, notamment les menaces à la sécurité auxquelles la région est confrontée. Certes, il existe des priorités concurrentes dans le contexte de la détérioration de la situation humanitaire dans le monde et les ressources disponibles ne sont pas à la hauteur des défis à relever, mais nous pensons que la situation dans le bassin du lac Tchad, notamment la situation des femmes, des enfants, des filles et des mineurs, est particulièrement tragique. Par conséquent, nous espérons que l'ONU et le reste de la communauté internationale redoubleront d'efforts pour relever les défis humanitaires auxquels cette région est confrontée. De plus, il ne faut pas négliger les effets des changements climatiques et la mesure dans laquelle ils alimentent les conflits. C'est l'un des domaines où convergent les impératifs du développement, les préoccupations humanitaires, les dangers des conflits, les problèmes liés aux changements climatiques et les préoccupations ayant trait aux droits de l'homme. Il importe donc d'adopter une démarche globale face aux défis auxquels cette région est confrontée.

Pour terminer, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, des contributions importantes qu'il continue d'apporter en s'acquittant du mandat qui a été confié à son Bureau, non seulement en ce qui concerne la région du bassin du lac Tchad, mais également s'agissant de notre région, la Corne de l'Afrique.

M. Tumysh (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous voudrions remercier très sincèrement le Secrétaire général adjoint O'Brien, le Sous-Secrétaire général Zerihoun et Mme Fatima Askira de leurs exposés détaillés. Nous souhaitons également la bienvenue au représentant du Nigéria.

Nous voudrions faire plusieurs observations.

Premièrement, nous prenons note de la situation dans la région du bassin du lac Tchad, que nous jugeons difficile et instable.

Deuxièmement, le Kazakhstan appuie fermement les efforts que déploie l'Union africaine en vue d'améliorer l'efficacité de la lutte que mène la Force multinationale mixte contre Boko Haram. Cette organisation terroriste menace non seulement la région du bassin du lac Tchad, mais également le continent africain dans son ensemble. En matière de lutte contre Boko Haram, la communauté internationale doit mettre en place une approche globale dans le cadre de laquelle les pays africains doivent jouer un rôle directeur.

Troisièmement, Boko Haram continue de poser une grave menace dans la région, et ce en dépit des progrès récemment signalés par les pays de la zone, qui ont obtenu de bons résultats grâce au renforcement de la coopération militaire. Le Kazakhstan condamne vigoureusement l'attentat meurtrier perpétré en décembre, au cours duquel 57 personnes ont été tuées par deux femmes kamikazes à Maiduguri, au Nigéria. Nous saluons les progrès accomplis par le Bénin, le Cameroun, le Nigéria, le Tchad et d'autres pays de la région pour réduire la zone géographique d'activité opérationnelle et le potentiel de cette organisation terroriste.

Quatrièmement, un autre aspect de ce combat est la détérioration de la situation humanitaire. La crise humanitaire s'est aggravée en dépit des victoires militaires enregistrées contre ce groupe, et elle est maintenant l'une des plus graves au monde. Plus de 7 millions de personnes au Nigéria, au Niger, au Cameroun et au Tchad ont été déplacées par la crise. Comme l'a souligné le représentant du Royaume-Uni, plus de 11 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Qui plus est, nous devons garantir le respect des droits fondamentaux des enfants, des femmes, des jeunes et de tous les autres groupes vulnérables dans la région. Le slogan de notre campagne à l'élection au Conseil de sécurité était entre autres la sécurité énergétique, hydrique et alimentaire pour tous. Nous devons garantir la réalisation de ces aspects capitaux de la sécurité dans la région. Nous soulignons à cet égard que le grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées accentue la pression sur les communautés d'accueil, qui vivent déjà en situation d'insécurité s'agissant de ces importants piliers.

Nous appuyons donc également l'initiative prise par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest de créer un fonds spécial de solidarité avec

les victimes du terrorisme. Comme l'ont souligné nos ministres il y a deux jours, nous sommes convaincus que la stabilité à long terme et une paix durable ne sont possibles que si l'on comprend le lien étroit qui existe entre paix, sécurité et développement. À cet égard, nous devons lutter contre les causes profondes de la crise.

Cinquièmement, un autre problème est que certaines zones de la région restent inaccessibles pour les acteurs humanitaires du fait de la menace que continue de poser Boko Haram. Nous estimons que les membres du Conseil doivent rechercher en priorité les moyens d'augmenter le volume de l'aide humanitaire dans la région et veiller à ce que la totalité de l'aide atteigne sa destination finale.

Enfin, nous saluons les efforts consentis et les mesures prises par l'ONU, l'Union africaine, les organisations internationales et les gouvernements pour mettre en place des initiatives de paix dans la région du bassin du lac Tchad, lesquelles exigent de faire la synthèse entre les approches partant de la base et les stratégies décidées en haut lieu de manière à générer des changements.

M. Ciss (Sénégal) : La délégation sénégalaise voudrait féliciter la présidence suédoise du Conseil de sécurité pour l'organisation de cette discussion opportune sur la situation complexe et multidimensionnelle dans le bassin du lac Tchad. Il s'agit bien là d'une question préoccupante marquée du sceau de l'urgence, comme nous l'ont d'ailleurs démontré de manière très éloquente les intervenants de cet après-midi, M. Zerihoun, M. O'Brien et Mme Askira, que nous remercions tous au passage pour leurs exposés respectifs et les informations précises et actualisées qu'ils ont bien voulu porter à notre attention.

Sans vouloir refaire la genèse de la crise, il convient de garder à l'esprit que les contraintes du milieu physique, telles que la sécheresse, la désertification et les changements climatiques, auxquelles s'ajoute une surexploitation des ressources naturelles, sont à l'origine de la vulnérabilité structurelle des États et populations du bassin du lac Tchad. Une telle situation a en effet tendance à exacerber les manifestations et les conséquences des conflits sociaux portant sur l'accès aux ressources naturelles du bassin, leur utilisation et leur partage.

Ainsi, ces facteurs naturels réunis, de même que leur impact négatif sur les plans social et économique, ont fait de la zone un terreau fertile à la pénétration et à l'action néfaste du groupe terroriste Boko Haram. S'agissant justement de Boko Haram, il est heureux de constater, comme cela a été dit, qu'au cours de l'année écoulée, un coup d'arrêt a été porté à sa dynamique d'expansion grâce à la riposte concertée des pays de la zone, appuyée notamment par l'Union africaine, les organisations sous-régionales ainsi que d'autres organisations et États à travers le monde.

Mais évidemment, en dépit de son affaiblissement militaire du fait de cette riposte régionale coordonnée à travers notamment la Force multinationale mixte, il faut rappeler que Boko Haram, loin d'avoir dit son dernier mot, garde malheureusement de réelles capacités de nuisance, comme d'ailleurs il continue de le démontrer à travers des attaques asymétriques, des attentats et autres cruautés. Ces activités résiduelles continuent malheureusement d'avoir des effets dévastateurs sur la situation politique, socioéconomique et humanitaire, mais également sur la situation des droits de l'homme, là où le groupe continue de sévir. C'est pour cette raison que parallèlement à l'action militaire, une réponse humanitaire adéquate et urgente doit être apportée aux nombreux défis qui se posent sur le terrain, défis parmi lesquels on peut citer les déplacements massifs de population, les besoins spécifiques de protection des populations réfugiées et déplacées, l'insécurité alimentaire, mais aussi la prise en charge des victimes ainsi que, désormais, la prise en charge des repentis de Boko Haram et des membres de leurs familles, bien sûr en ayant en vue le défi de leur réintégration dans leurs sociétés d'origine déjà affectées par cette crise.

D'ailleurs, sur ce dernier point, le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2016/996), présenté fin novembre, nous informe qu'environ 1 500 déserteurs de Boko Haram ont été enregistrés au cours des derniers mois. À cet égard, l'appel à une aide internationale en vue de la réinsertion des transfuges du groupe terroriste et des membres de leurs familles mérite d'être entendu.

Tout en saluant les efforts déjà déployés par les partenaires, parmi lesquels des membres du Conseil bien sûr, mais également les efforts déployés par les acteurs humanitaires, dont le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Médecins sans frontières et d'autres, ma délégation voudrait inviter la communauté internationale à renforcer son appui à la région dans sa lutte contre Boko Haram en continuant de fournir

notamment l'aide humanitaire et l'appui au relèvement rapide dont la région a vitalement besoin.

À ce propos, il importe de souligner le caractère crucial du défi du financement, avec, comme l'a d'ailleurs signalé M. O'Brien, une enveloppe de 1,5 milliard de dollars sollicitée par les organisations humanitaires pour répondre aux besoins pour l'année 2017. Il serait également souhaitable que la communauté internationale puisse assurer un appui politique, logistique et financier aux initiatives et structures régionales créées en réponse aux défis posés. Je veux citer notamment la Force multinationale mixte et la Commission du bassin du lac Tchad.

Toutefois la mobilisation de la région, tant au niveau national que sous-régional, demeure primordiale. À cet égard, comme l'a rappelé le Secrétaire général dans le rapport susmentionné, il est important que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest puissent enfin tenir le sommet des chefs d'État envisagé sur Boko Haram, afin d'élaborer une stratégie interrégionale face à la crise provoquée par ce groupe, mais également afin de s'attaquer, en particulier, aux causes profondes qui ont contribué à son émergence et à sa résistance.

En plus des dimensions militaires et humanitaires de la riposte, il existe un volet tout aussi important basé sur l'éducation, l'information et la communication, mettant l'accent sur la sensibilisation des populations, surtout des femmes et des jeunes, et la concertation avec les leaders d'opinion, notamment les guides religieux, dont le rôle est essentiel pour contrecarrer et déconstruire le discours extrémiste violent. Dans le même ordre d'idées, pour que les progrès encore fragiles déjà obtenus dans le cadre de la réponse à la crise soient durables, il importe que les stratégies en œuvre puissent développer la résilience des États et communautés du bassin du lac Tchad, en insérant d'ores et déjà les interventions d'urgence dans des schémas plus larges de développement à long terme.

Pour conclure, ma délégation voudrait particulièrement souligner l'intérêt pour le Conseil de sécurité de demeurer actif sur ce dossier et de manifester une solidarité agissante aux pays et organisations de la région, ainsi qu'aux humanitaires qui apportent l'aide d'urgence aux individus et aux communautés dans le besoin. Ainsi, eu égard à l'urgence de la situation, et comme cela a déjà été souligné par certaines délégations, une visite prochaine du Conseil dans les pays du bassin du lac Tchad serait une expression claire de ce soutien attendu de notre part et pourrait donner une impulsion nouvelle aux efforts en cours pour régler cette crise.

M. Iliichev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Stephen O'Brien, et le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Tayé-Brook Zerihoun, de leurs exposés très complets sur la situation militaire, politique et humanitaire, ainsi que Mme Fatima Yerima Askira de son témoignage très émouvant.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'activité persistante du groupe Boko Haram, qui, malgré les pertes subies, reste un grave facteur d'instabilité au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad. Le fait que Boko Haram a fait allégeance à l'État islamique d'Iraq et du Levant en mars 2015 rend encore plus urgente la nécessité d'une riposte immédiate, unifiée et robuste à la menace terroriste en Afrique.

Nous sommes très inquiets par la nouvelle tactique employée par le groupe, qui aux affrontements directs avec les forces armées gouvernementales préfère s'en prendre aux civils et aux installations civiles et recourir aux attentats-suicides et aux engins explosifs. C'est ce qui explique pourquoi la situation humanitaire ne s'est pas améliorée, alors que plusieurs territoires ont été libérés de ces combattants. Le problème des réfugiés et de l'accès humanitaire, ainsi que les autres problèmes causés par les activités terroristes, ne peuvent pas être réglés sans éliminer la menace posée par ce groupe terroriste. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par les États membres de la Commission du bassin du lac Tchad et par la Force multinationale mixte, qu'ils ont mis en place avec le Bénin. Nous sommes convaincus que ce n'est qu'au moyen d'efforts conjoints qu'on pourra arriver à la victoire.

Dans ce contexte, nous jugeons positive la décision prise à l'occasion du vingt-septième Sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu à Kigali en juillet 2016, de créer un fonds de lutte contre le terrorisme pour les besoins du continent. Ce fonds va jouer un rôle déterminant dans l'élimination du terrorisme dans toute l'Afrique. Nous jugeons également très importantes les mesures entreprises par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et par les institutions spécialisés des Nations Unies pour fournir une assistance multidimensionnelle aux pays du bassin du lac Tchad. Nous considérons, qu'outre la lutte contre le terrorisme, il est indispensable également

de s'attaquer activement aux causes profondes à l'origine des problèmes de la région, notamment en éliminant la pauvreté et en réglant les questions liées au développement socioéconomique. De notre côté, nous continuerons à coopérer activement avec ces États, aussi bien dans le cadre des organisations régionales, y compris l'Union africaine, qu'au niveau bilatéral.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi tous les intervenants d'aujourd'hui pour les informations importantes qu'ils nous ont livrées.

Comme nous l'avons tous entendu des intervenants, la situation humanitaire dans le bassin du lac Tchad est véritablement l'une des crises les plus négligées au monde. À ce jour, la communauté internationale n'a guère réussi à régler les problèmes multidimensionnels de la région, non pas parce qu'elle n'a pas essayé, mais parce qu'elle ne sait pas très bien comment s'attaquer à tous ces problèmes simultanément. La pauvreté extrême, l'insécurité alimentaire grave et la malnutrition aiguë, la faiblesse de la gouvernance, les changements climatiques, notamment la désertification, et les agissements destructeurs de Boko Haram sont autant de facteurs qui contribuent à cette situation catastrophique. À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes.

Tout d'abord, comment le Conseil de sécurité peut-il réagir efficacement à la crise, autrement qu'en se contentant d'exprimer sa profonde inquiétude et d'appeler à une plus grande mobilisation internationale? Ces appels n'impressionnent plus personne. Il faut donc trouver quel rôle le Conseil de sécurité pourrait utilement jouer. Premièrement, le Conseil doit être pleinement conscient du fait qu'une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver peut se transformer en une menace à part entière à la paix et à la sécurité de la région. En ce qui concerne la sécurité, on voit clairement que la diminution des ressources économiques et les difficultés budgétaires qui en résultent limitent les gouvernements de la région dans leurs efforts pour éliminer Boko Haram, un groupe qui représente une menace indéniable et grave pour la sécurité.

Je tiens au passage à saluer les efforts déployés par la Force multinationale mixte et d'autres acteurs pour combattre ce groupe terroriste. Toutefois les pays de la région ont besoin d'une aide supplémentaire de la communauté internationale pour relever véritablement ce défi.

À notre avis, il serait judicieux que le Conseil engage une discussion sérieuse sur la manière de renforcer les mécanismes de sanction en place contre les membres de Boko Haram et des groupes qui lui sont associés. Les apports et les initiatives de la région à cet égard contribueraient grandement aux efforts du Conseil sur cette question. Par ailleurs, la priorité numéro un doit être l'amélioration des conditions socioéconomiques, si l'on veut pouvoir alléger d'une quelconque manière les immenses souffrances des populations du bassin du lac Tchad.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : La Bolivie remercie M. Tayé-Brook Zerihoun et M. Stephen O'Brien de leurs exposés sur la situation humanitaire et en matière de sécurité dans le bassin du lac Tchad. Nous tenons aussi à remercier tout particulièrement Mme Fatima Yerima Askira, de l'Initiative en faveur du développement des femmes de l'État de Borno, de son témoignage.

Pendant que les intervenants faisaient leurs déclarations, j'ai noté les mots qui m'ont le plus frappé, comme c'est le cas, je crois, de nous tous ici : famine, esclavage, captivité, enlèvement, mariage forcé, violence, crise extrême, horreur, peur, maladie, assassinats, attentats-suicides, déplacés, destruction et extrême pauvreté.

À l'instar des autres membres, nous sommes préoccupés par la crise humanitaire et sécuritaire qui frappe la région du lac Tchad depuis maintenant plusieurs années. Boko Haram demeure une menace, pas seulement pour la sous-région, mais aussi pour le continent tout entier, et pour la paix et la sécurité internationales. Nous saluons les progrès accomplis dans la lutte contre ce groupe extrémiste grâce au renforcement, ces deux dernières années, de la coopération entre le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Cameroun et d'autres pays au travers de la Force multinationale mixte.

L'État plurinational de Bolivie condamne fermement les actes commis par le groupe terroriste Boko Haram, qui pose une grave menace à la paix et la sécurité internationales et exacerbe la situation humanitaire déjà fragile de la région. Les actions de cette organisation terroriste sont répréhensibles : enlèvement de filles, de garçons et de jeunes hommes et de femmes et destruction d'infrastructures civiles, comme les écoles. Nous exprimons notre solidarité avec les victimes des activités criminelles de Boko Haram, y compris la récente attaque meurtrière perpétrée à Madagali le 9 décembre 2016, dans laquelle 57 personnes

ont été tuées par deux attentats-suicides, et l'attaque du 8 janvier décrite par M. O'Brien. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle des personnes enlevées, y compris celles qui ont été recrutées de force.

La catastrophe humanitaire qui touche la région est source de grande inquiétude. Comme de nombreux membres du Conseil l'ont déjà souligné, la crise dans la sous-région du lac Tchad n'a guère été médiatisée, mais c'est l'un des plus grands défis auxquels le Conseil de sécurité et la communauté internationale sont confrontés. Selon des informations communiquées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, en décembre 2016, 11 millions de personnes dans la région du bassin du lac Tchad avaient besoin d'aide humanitaire et 2,6 millions de personnes étaient déplacées. En lisant ces chiffres, j'ai eu le même sentiment que celui exprimé par mon collègue uruguayen. La Bolivie a une population de 10 millions d'habitants et la situation tragique dont nous sommes saisis aujourd'hui touche un nombre encore plus grand de personnes que la population totale de mon pays.

L'État plurinational de Bolivie réaffirme que la défaite du terrorisme une fois pour toutes ne saurait reposer sur la seule action militaire. Comme Mme Askira l'a déclaré, il est essentiel d'élaborer une réponse à long terme non seulement aux défis militaires et politiques, mais aussi, et surtout, aux problèmes économiques et sociaux. La Bolivie appuiera les initiatives visant à soutenir les efforts des pays sur la ligne de front de ce combat, tout en respectant leur souveraineté et leur indépendance. De même, nous appelons les organisations régionales à renforcer leurs efforts pour faire face à cette situation tragique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais maintenant faire une brève déclaration en ma qualité de représentant de la Suède.

Plus tôt cette semaine, au cours de notre débat public sur la prévention des conflits et la pérennisation de la paix (voir S/PV.7857), le Ministre suédois des affaires étrangères a noté que les efforts de prévention nous obligent à traiter les causes profondes des conflits et de l'instabilité avant que ces crises ne soient inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Le sujet de la séance d'information d'aujourd'hui est un exemple frappant des conséquences de l'échec à agir rapidement en réponse à une situation fragile et au sous-développement.

Comme beaucoup l'ont dit, il existe un besoin évident d'adopter une approche régionale globale, en mettant l'accent non seulement sur l'insécurité et la crise humanitaire immédiates, mais aussi sur les défis à plus long terme et les causes profondes. L'objectif consistant à inscrire la question de la région du bassin du lac Tchad à l'ordre du jour d'aujourd'hui n'est pas de stigmatiser une région, mais plutôt de mettre l'accent sur une crise silencieuse et souvent négligée et d'ouvrir la voie à un engagement accru dans la région et avec la région.

La situation est complexe. Le conflit et la violence qui ont entraîné d'immenses souffrances humaines et d'énormes besoins humanitaires dans la région sont le résultat d'une insurrection de Boko Haram, qui a ciblé indifféremment des civils, et les a même attaqués, jusque dans les endroits où ils ont fui pour trouver abri et sécurité. Cependant, les causes profondes vont encore plus loin. Elles incluent les défis posés par une population croissante de jeunes ayant peu d'espoir pour l'avenir et par un manque d'investissement dans la région. Elles incluent les changements climatiques et leurs effets – sécheresse, dégradation des terres et désertification – qui entraînent la pénurie de ressources et l'insécurité alimentaire, lesquelles, à leur tour, génèrent des conditions propices à des conflits.

Je crois que nous devons veiller à ce que le système des Nations Unies puisse faire une évaluation adéquate des risques liés aux changements climatiques, comme l'ont demandé de nombreux États d'Afrique et des États insulaires du Pacifique. Je pense que cela améliorerait également la manière dont le Conseil comprend le lien entre le climat et la sécurité. Le grand nombre de personnes vulnérables, mal nourries et déplacées a été mentionné par M. O'Brien, et il est presque impossible de le comprendre. Je voulais juste rappeler au Conseil le tableau que Mme Askira a dressé pour nous plus tôt. Sa voix était puissante, mais la ligne était légèrement faible. Elle a dit,

> « Imaginez une femme malade, allongée sur le sable, recouverte d'un tapis en lambeaux, ses petits-enfants âgés de 4, 6 et 7 ans assis à ses côtés et n'ayant aucune idée ce qu'ils allaient manger ce jour-là ».

Il convient de souligner les progrès réalisés par le système des Nations Unies et les organisations partenaires et leur assistance accrue ces derniers mois dans le cadre des efforts régionaux visant à faire face à la crise. Mais les conditions désespérées persistent, et ces dernières semaines, il y a eu une recrudescence des attentats- suicides et des attaques contre des civils et des personnes déplacées. Alors que faisons-nous?

Premièrement, nous devons intensifier l'aide humanitaire. La conférence qui se tiendra à Oslo le 24 février sera l'occasion de mobiliser un appui supplémentaire et un engagement renforcé de la communauté internationale. Nous devons aussi attirer plus activement les acteurs du développement et les institutions financières internationales afin de permettre la relance, la reconstruction et le développement à plus long terme, ce qui est crucial pour créer des conditions propices au retour des populations déplacées et renforcer la résilience.

Nous devons aussi tenir compte des voix des femmes dans leurs rôles divers. Le puissant exposé de Mme Askira au Conseil en témoigne clairement. Je pense que nous devons aussi travailler plus étroitement avec les gouvernements nationaux et les organisations régionales, y compris en appuyant leurs efforts pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont nous avons tous convenu et qui doit être mis en œuvre. Comme beaucoup l'ont mentionné, nous devons aider les gouvernements dans leur lutte contre Boko Haram, afin de remplacer la sauvagerie de Boko Haram par l'état de droit, la justice et l'autorité bienveillante de l'État. La nature de la crise, qui implique des défis qui ne respectent pas les frontières, exige une réponse intégrée et globale pour toute la région. Je pense que l'idée sous-jacente de l'exposé d'aujourd'hui était précisément de sensibiliser l'opinion, mais nous devons rester engagés à tous les niveaux et assurer un suivi. Comme prochaine étape, je pense qu'il est tout à fait logique que le Conseil se rende dans la région.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Nigéria.

M. Bosah (Nigéria) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier la présidence suédoise et tous les membres du Conseil de sécurité d'avoir organisé la présente séance d'information. Elle est en effet emblématique de l'intérêt des Nations Unies pour la sécurité dans la région du bassin du lac Tchad. Nous apprécions tout particulièrement le travail accompli par le Conseil et son attitude positive en vue de résoudre la situation sécuritaire et humanitaire et la crise dans cette région. Nous remercions tout particulièrement le Secrétaire général adjoint O'Brien, de ses observations sur la situation dans la région et Mme Fatima Yerima Askira d'avoir partagé son point de vue sur la question à l'examen.

Quand Boko Haram s'est manifesté dans toute son horreur au Nigeria il y a quelques années de cela, il a fortement marqué pratiquement toutes les facettes des activités humaines dans le nord-est du pays, y compris l'économie, la politique et les moyens de subsistance des populations. Cet impact a également eu des répercussions négatives à travers le pays. L'insurrection et ses conséquences ont peut-être mis à mal notre volonté, mais elles n'ont pas brisé la détermination et la résilience du peuple nigérian.

Ce fut un moment difficile qui a alimenté d'autres vagues de terrorisme et d'extrémisme violent dans d'autres parties du monde. En dépit de la dévastation causée dans la région du bassin du lac Tchad par l'insurrection de Boko Haram, nous sommes heureux de signaler que la Force multinationale mixte a enregistré un grand succès contre ce mouvement, qui s'en trouve affaibli. Nous continuons de voir des survivants et des victimes qui ont été sauvés de l'oppression brutale de Boko Haram dans le nord-est.

Pour sa part, le Gouvernement nigérian a enregistré d'importants progrès dans la lutte contre Boko Haram. Juste avant Noël, notre armée a réussi à reprendre le contrôle de la forêt de Sambisa, qui servait autrefois de refuge aux militants de Boko Haram. Malgré ces progrès, le Gouvernement est conscient des autres défis affectant le développement de la région, notamment la diminution de la superficie du lac Tchad, situation qui continue de constituer une poudrière, d'être source de violence et d'engendrer des crises humanitaires. Pour bien remédier à ce problème en réalimentant le lac, il faudra une intervention internationale de grande ampleur.

Alors que nous célébrons les gains obtenus dans notre guerre contre Boko Haram, nous n'oublions pas les défis humanitaires que les crises ont créés du fait des déplacements massifs de personnes, de l'abandon des terres agricoles et de la perturbation du système éducatif. À cet égard, le Gouvernement nigérian a lancé des programmes visant à restaurer les moyens de subsistance des communautés dans ces régions. Nous avons mis en place une stratégie antiterroriste solide centrée sur la population, basée sur une combinaison d'opérations sécuritaires restructurées et une approche fondée sur les droits de l'homme, qui permettra de mettre en œuvre le programme de réhabilitation, de réintégration et de reconstruction. Pour y parvenir, nous avons donné au Comité présidentiel pour l'intervention dans le nord-est mandat de coordonner les différentes initiatives prises en faveur de la région, en incluant

le Gouvernement, les partenaires de développement, les fondations privées et la société civile, de créer des synergies et de faire preuve de leadership. Nous sommes aussi en train d'accélérer la mise en œuvre des cadres juridiques et institutionnels existants pour atténuer les souffrances des populations dans la région et améliorer l'efficacité de nos efforts humanitaires, dans l'esprit du Sommet mondial sur l'action humanitaire qui s'est tenu à Istanbul en mai 2016.

Le Nigéria est résolument attaché à la protection des civils en période de conflit armé et sait que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger les civils dans leur juridiction nationale. C'est fort de cette conviction que notre gouvernement se montre déterminé à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils dans la lutte contre Boko Haram et les groupes terroristes similaires. En effet, aucune priorité n'est plus importante pour le Gouvernement que de libérer ceux que le groupe terroriste retient en otages. Nous devons souligner que les jeunes écolières de Chibok qui ont été enlevées hantent la conscience nationale du Nigéria, et que le Gouvernement œuvre avec acharnement pour garantir la libération de tous les Nigérians captifs de Boko Haram, y compris les filles de Chibok. Une fois ces captifs libérés, nous sommes disposés à assurer leur réhabilitation et leur réintégration et la reprise de leur scolarité. D'une manière générale, nous veillons à ce que toutes les victimes puissent retrouver leur dignité personnelle et recommencer à jouir de leurs libertés et droits fondamentaux naturels dès que possible dans le cadre d'un Nigéria démocratique.

Je voudrais souligner que l'approche holistique que nous avons adoptée dans le cadre de cet effort est basée sur la promotion de la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilisation. Nous demandons une fois encore qu'une action internationale déterminée soit menée pour nous aider à répondre aux besoins humanitaires des victimes et remédier aux causes profondes du terrorisme lui-même. Une intervention humanitaire authentique de la communauté internationale ne peut plus être reportée ou minimisée. Le moment est venu de lancer une action mondiale visant à investir dans les populations du nord-est du Nigéria et de la région du bassin du lac Tchad.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais une fois encore remercier les trois personnalités qui ont présenté des exposés et le représentant du Nigéria de leur participation à la séance d'aujourd'hui. Et bien entendu, je remercie les membres du Conseil de leurs déclarations et, surtout, de leur engagement vis-à-vis de cette question.

Nous avons pris note avec satisfaction des progrès enregistrés par les Gouvernements de la région s'agissant de repousser Boko Haram et d'améliorer l'accès humanitaire. Ces progrès doivent être consolidés, pérennisés et appuyés. J'ai entendu s'exprimer autour de la table un appui à un engagement humanitaire renforcé, en collaboration avec les gouvernements de la région, en vue de répondre aux besoins humanitaires croissants qui s'y font sentir. À cet égard, la conférence qui doit être organisée à Oslo en février sera un jalon important. J'ai aussi entendu s'exprimer un appui à un engagement soutenu et à plus long terme des partenaires de développement dans la région, qui inclurait de s'attaquer aux causes profondes des problèmes et des besoins connexes. Enfin, il y a eu des appels en faveur d'un engagement plus régulier et plus constant du Conseil sur la question, et il a été proposé que le Conseil se rende dans la région. Faisons en sorte de tout mettre en œuvre pour garantir que 2017 marque effectivement un tournant pour les populations du bassin du lac Tchad.

La séance est levée à 17 h 15.